

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 15 AVRIL

N° 162

1 F 50

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

COUPE D'EUROPE
match nul à Eindhoven
ST ÉTIENNE EN FINALE

LIP

Les choses commencent à se préciser à Palente. Cette fois, on ne reviendra plus en arrière, c'est une certitude : le dossier est bien entre les mains du tribunal de commerce. Deux syndicats ont été nommés et sont attendus à l'usine aujourd'hui pour commencer à examiner les livres de compte et préparer l'inventaire. Les Lip les laisseront-ils faire ? Ce n'est pas sûr du tout... En attendant, la lutte des Lip a effectivement démarré à l'usine de Palente.

A Lip, on renoue avec les vieilles traditions de 73. Depuis avant-hier déjà, des équipes de popularisation vont sur les grands axes routiers, aux entrées de la ville, dans les quartiers, sur les marchés, aux portes des usines, distribuer des tracts, discuter avec les gens. On les voit franchir la porte de l'usine, leur paquet de tracts sous le bras, en route pour la route de Vesoul, de Dôle, de Belfort, ou pour le marché de Palente.

A l'assemblée générale, plusieurs décisions ont été prises. D'abord une affiche, va être tirée pour couvrir les murs de la ville, et même plus largement. Puis l'organisation de la lutte : de 7 heures à 8 heures trente, réunion de travail avec tous ceux qui veulent y venir, tous ceux qui ont des idées, des propositions. De 8 heures trente à 9 heures trente, réunion inter syndicale, puis assemblée générale. Le reste de la journée sera consacré à l'application des actions et des décisions prises le matin. Bien sûr, ces dispositions peuvent être modifiées en fonction des événements. Hier également, une équipe est allée à la fac, sur l'invitation des étudiants en grève, discuter de leur lutte, et envisager le soutien.

(suite p. 7)

- Réforme de l'entreprise : un pétard mouillé p. 3
- Olida : il est possible de lutter ensemble p. 5

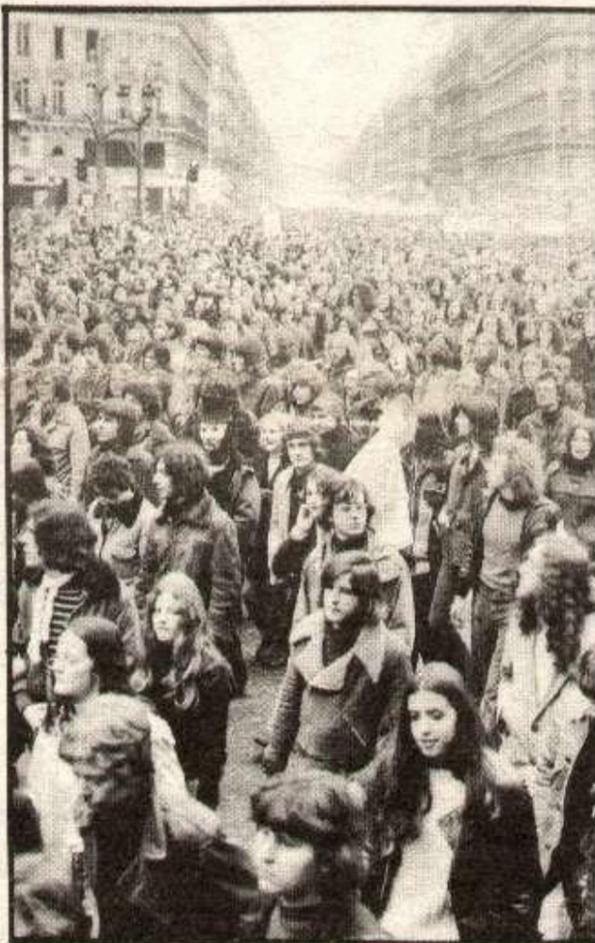
GREVE GENERALE A L'UNIVERSITE MANIFESTATION DANS TOUTE LA FRANCE

Dans toutes les villes de France vont défilier aujourd'hui des cortèges d'étudiants et d'enseignants. La grève générale de l'Université est à peu près totale, regroupant aussi bien les étudiants que les enseignants contre l'arrêt de réforme du second cycle universitaire.

Beaucoup de travailleurs s'interrogent sur le rapport qu'entretient cette journée avec leur combat anti-capitaliste.

Certes, la politique gouvernementale est la cible de ces manifestations. Mais dans quel but ? Pour certains, la réforme du deuxième cycle, avec la suppression de filières qu'elle va entraîner, avec le contrôle patronal plus strict qu'elle prépare sur les conseils d'université et les programmes est une atteinte à leurs propres privilèges. Ce qui a donné lieu à des prises de position contre la réforme d'un certain nombre de conseils d'université. Ces mêmes conseils, y compris ceux gérés par le PCF ou par le PS, étaient restés muets lors de la réforme du premier cycle. Elle ne touche pas à leurs privilèges... Un certain nombre d'étudiants influencés ou non par l'UNEF, sont sur ces positions. D'autres, s'ils les refusent, ne visent d'autre objectif que de faire pression sur les gardiens de «l'université libérale», tel le SNES-Sup (c'est-à-dire les révisionnistes du PCF...). C'est ce que cache leur langage «dur».

De telles positions, les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre. Université «libérale» ou université réformée, c'est toujours l'université de la bourgeoisie, celle qui produit le personnel nécessaire pour organiser sa société. Plus fondamentalement, ces positions, même si elles s'accompagnent de déclarations sur «l'unité avec les travailleurs» ne mettent pas



en danger le pouvoir bourgeois, car elles sont porteuses d'un projet d'université («rénovée», «démocratique») visant la même fonction.

Ce que les travailleurs attendent des étudiants les plus conscients, c'est qu'ils prennent place dans la lutte contre le pouvoir même de la bourgeoisie. Le printemps sera chaud, entend-on dire dans les manifestations étudiantes. Que les étudiants œuvrent alors à se mettre au service de l'offensive ouvrière, contre la bourgeoisie. Ils ont tout à gagner, en particulier le soutien des travailleurs dont beaucoup se rendent compte qu'il est indispensable à la victoire.

La dernière semaine a

montré que dans plusieurs facultés, où souvent des contacts avaient eu lieu avec des travailleurs en lutte, un clivage apparaît dans le mouvement, en opposition avec sa routine et sa subordination aux «contacts avec les syndicats ouvriers». Une part importante d'étudiants veulent tirer toutes les conséquences du mot d'ordre «Ni cadres, ni chômeurs au service des patrons». Ce clivage qui doit prendre forme, dans les manifestations d'aujourd'hui prouve qu'il y a dans ce mouvement parfois confus une force potentielle importante capable de s'intégrer dans la lutte révolutionnaire des travailleurs. Il faut qu'elle s'affirme !

Eric BREHAT

Voir nos informations p. 6

AUX PORTES DE PARIS UN NOUVEAU CAMPS DE RÉFUGIÉS DU CHILI ?

«Le village des Loges ? Mais c'est plus loin, dans la cambrousse. Vous ne pouvez pas le manquer, en continuant la nationale : des baraques de chantier empilées dans un champ, ça se remarque. C'est là qu'il y a les «étrangers»». Les étrangers, ce sont des réfugiés politiques, dont une part importante de latino-américains, évadés des camps de Pinochet, ou sortis en catastrophe d'Argentine. Et il a raison, ce routier de Ris Orangis : on le remarque ce «village», quand on poursuit la N 7 après Ris Orangis. Des cubes d'aggloméré, peints de couleurs vives, entourés

d'un grillage, dans un isolement tel que les réflexions dans les cités aux alentours sur les «étrangers» ont vite fait de courir.

Les réfugiés politiques ne sont que depuis deux semaines dans ce foyer Sonacotra loué à l'association France Terre d'Asile. Ils sont déjà décidés à ne pas y rester, à exiger un hébergement décent, dans un lieu où ils puissent effectivement chercher travail et logement. Lundi soir, le directeur de France Terre d'Asile est venu leur dire «qu'il n'était pas question de trouver un autre centre». La lutte est engagée.

(suite p. 4)

Portugal : CONTRE LA DROITE MOBILISATION POPULAIRE Un manifestant tué à Beja



Le pouvoir issu du coup de force du 25 novembre a fait hier une nouvelle victime. C'est à Beja, en plein cœur de cet Alentejo où les ouvriers agricoles, bien qu'influencés par le P(C), réclamaient cet été des armes pour lutter contre les fascistes et les propriétaires fonciers, que l'événement s'est produit.

La police devait déjà faire quatre blessés. C'est l'arrestation de quatre travailleurs accusés d'avoir participé à la manifestation de samedi qui, dans la soirée de mardi, a remis le feu aux poudres : une foule de plusieurs centaines de manifestants réclamaient devant le siège de la police, la libération des détenus. Au fur et à mesure que des bagarres éclataient avec les policiers, les manifestants convergeaient de toute la ville, venant renforcer la protestation populaire.

(suite p. 9)

Samedi dernier, le PPD, parti de droite, tentait de tenir un meeting à Beja. Une contre-manifestation s'organisait, au cours de laquelle les heurts avec la

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (3)**

LES FAUX REMÈDES DE LA BOURGEOISIE

Près d'un siècle de problèmes, de périodes alternées d'équilibre et de dépression. Près d'un siècle de marasme et de crises revenant cycliquement : voilà le bilan de la pénétration du capitalisme dans la viticulture occitane. Près d'un siècle où revient, à intervalles de plus en plus rapprochés, la nécessité pour les viticulteurs de manifester, de lutter, de laisser éclater leur colère. Près d'un siècle... Ce combat des viticulteurs a contraint le pouvoir bourgeois à intervenir dans le domaine viticole et à bâtir un édifice de lois, de décrets et de règlements qui réclamerait un livre entier pour être exposé...

Tentons de résumer brièvement le fonctionnement de ces interventions étatiques :

TOUT PART DU MARCHÉ

Gouvernement bourgeois, il n'est pas question qu'il remette, en aucune façon, en cause le marché capitaliste. Au contraire ses interventions sont toutes orientées pour en assurer un meilleur fonctionnement. Donc pour ces interventions tout part et tout est finalisé, non en vue des besoins humains, mais en vue du marché, lieu où se «réalise» le profit capitaliste.

LE BAROMÈTRE DES PRIX

Si ce marché s'engorge,

les prix chutent : cette baisse des prix est un baromètre. Aussi depuis 1964 est fixé, par le gouvernement, un «prix de campagne». Au moment de l'entrée dans le marché commun agricole ce prix est devenu le «prix d'orientation». Ce prix d'orientation détermine un prix «de déclenchement» (prix de déclenchement égal à 92 % du prix d'orientation). Si pendant plusieurs semaines les prix observés sur le marché sont égaux ou inférieurs au prix de «déclenchement», des mesures sont appliquées : les mécanismes de soutien sont «déclenchés»...

LE STOCKAGE

Les principales de ces mesures sont l'aide au stockage volontaire. Les producteurs s'engagent à retirer leur vin pour soulager le

marché donc à stocker ce vin. S'ils stockent ainsi, ils reçoivent une aide selon que leur stockage est à court terme (trois mois) ou à long terme (neuf mois) ou à moyen terme (six mois).

Campagnes	Court terme	moyen terme	Long terme
	(en millions d'hectolitres)		
1970-71	20,50 à 0,666 F hl/mois	9,2 à 0,999 F hl/mois	
1971-72	35,7 à 0,999 F hl/mois		3,8 à 1,099 F hl/mois
1973-74	19,7 à 1,099 F hl/mois		6,5 à 1,319 F hl/mois

Peuvent aussi s'ajouter des primes au «relogement» c'est-à-dire des primes pour

le vin conservé stocké au moment de la nouvelle récolte.

LA DISTILLATION

Si le recours au stockage volontaire n'allège pas assez le marché, l'autorité (aujourd'hui le conseil des ministres des neuf) peut décider une

distillation des vins à un prix de distillation en général fixé à l'avance, mais souvent repris selon la conjoncture. Ainsi, en 1974, le conseil des ministres eut recours à la distillation de 3,4 millions d'hectolitres de vin au prix de 8 F 50 le degré hecto c'est-à-dire très près du cours

Contre le mouillage et le sucrage, véritables causes de la surproduction

«Les surfaces plantées actuellement en vigne, les quantités récoltées sont inférieures à ce qu'elles étaient avant le phylloxera, époque où les vins s'écoulaient rapidement et à des prix rémunérateurs... La surproduction naturelle est une pure légende».

Ainsi en janvier 1907, l'Association mutuelle qui groupait les 7 départements du Midi viticole, publie les chiffres suivants : en 1906, les 79 autres départements ont récolté 32 millions d'hectolitres. Il manque 25 millions d'hectos pour la consommation. La production des 7, s'élève à 13 millions et demi et celle de l'Algérie à 5 millions. Reste donc un déficit de 6 millions et demi.

Mais déjà en 1906 sur le marché national les vins de sucre et les vins d'importations prennent la place des vins du Midi. Selon une déclaration de Delaune, député de Lille, «En 1907, 103.000 tonnes de sucre servirent à fabriquer 8.000.000 d'hectolitres de vins de sucre, c'est-à-dire, au moins le quart de la production totale». Et en 1903, 1904, on dénombre 15 millions d'hectos de ce même vin.

Aujourd'hui, la chaptalisation* permet de fabriquer des millions d'hectolitres de vin en France (sauf dans les 7 départements du Midi), où les plus grands vins du monde sont chaptalisés. En Italie, où tout négociant qui se respecte, fabrique beaucoup de vin avec des tonnes d'eau et de sucre, avec un peu de raisin. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir. Sans parler de l'Allemagne qui, «par tradition», mouille et sucre à 33% et qui a déclaré l'an dernier une récolte de 9 millions d'hectos, c'est-à-dire, en clair environ 2,5 millions d'hectos d'eau et de sucre.

* Chaptalisation : consiste à ajouter du sucre au moût du raisin avant la fermentation.

Comment fut désamorcée la colère des viticulteurs.

Quand il est en position de force le pouvoir bourgeois fait généralement preuve d'un affreux cynisme «Arrachez vos vignes, plantez des pins et des amandiers» disait un préfet aux viticulteurs, en 1906. Aujourd'hui, de par tout, on leur dit : «Ne faites plus l'infâme gros rouge que vous faites et vous le vendrez votre vin...»

L'ENNEMI, C'EST «LA FRAUDE»...

En 1905, 1906, 1907, les vigneron ne croyaient pas que le bon remède soit d'arracher les vignes. Ils étaient certains que s'il y avait trop de vin sur le marché, ce surplus provenait non du vin naturel, fruit de leurs vignes, mais du vin allongé d'eau (mouillé), du vin sucré, du vin trafiqué (cf. texte joint -Contre le mouillage et le sucrage). Et ils portaient en guerre contre la «Fraude». La «fraude» était l'ennemi, la bête à abattre, responsable de tous leurs maux...

Ils pouvaient effectivement parler de «fraude» puisque une loi, le 14 août 1889, avait imposé une définition légale du vin. Le vin, au terme de cette loi, ne peut provenir que de la fermentation du raisin frais ou jus de raisin frais. Exclusivement. Cette loi constitue le premier maillon d'une longue chaîne de textes (près de 300 actuellement !) réglementant la production viticole et le commerce du vin.

Les viticulteurs de 1906 avaient raison de dénoncer la fraude. Leur colère quand l'autorité leur proposait comme seule porte de sortie d'arracher leurs vignes était fondée. Ils savaient que le vignoble s'était beaucoup transformé et que les 2.200.000 hectares de vignes que comptait la France en 1865 étaient bien loin d'avoir été tous reconstitués après les ravages du phylloxera. En 1905, il est vrai, la vigne a envahi les plaines basses du Languedoc-Roussillon mais il ne reste plus, dans tout l'héxagone que 1.670.000 hectares de vignes.

LE GOUVERNEMENT FAIT UNE LOI «ANTI-FRAUDE»

La fraude est bien réelle mais, à ne voir qu'elle, les viticulteurs ne tapèrent pas au centre de la cible. Il s'en faut. Les historiens soulignent à plaisir l'habileté, la ruse, de Clémenceau qui sut déconsidérer aux yeux de ses compatriotes Marcelin Albert, le leader des viticulteurs monté à Paris pour plaider leur cause (Clémenceau lui prêta 100 Frs pour qu'il paye son billet de retour). Mais cette rouerie n'est rien auprès de celle qui consiste à amortir, à adoucir légalement les effets intolérables ou les injustices trop criantes du système capitaliste pour le sauver et le renforcer tout en démobilisant ses victimes.

LES VITICULTEURS SONT DUPES

Ainsi avec la loi «anti-fraude» de 1907 beaucoup de viticulteurs (qui avaient pensé que la racine du mal était la fraude) crurent, de bonne foi, avoir remporté une grande victoire. Cette loi réprime la fraude mais ne l'abolit pas. Elle institue une déclaration de récolte qui fournit un instrument de mesure et de contrôle mais rien ne change au fond du problème.

La loi «anti-fraude», de 1907 a démobilisé les viticulteurs sans mettre un terme aux pratiques que ceux-ci dénonçaient (ils continuent à les dénoncer aujourd'hui encore !). Les viticulteurs ont été bernés en 1907, parce qu'ils n'étaient pas allés assez profond dans l'analyse de leur situation, parce qu'ils n'avaient pas assez saisi que le responsable de leurs malheurs est le système capitaliste ; parce qu'ils n'avaient pas compris que la législation bourgeoise, les lois bourgeoises qui ont parfois des aspects positifs ne peuvent pas radicalement transformer leur situation.

La «surproduction» sévit encore aujourd'hui malgré 300 textes réglementaires et ce n'est pas en doublant leur nombre que le problème sera définitivement résolu.

De 1907 à 1976, plus d'un demi siècle de luttes le démontre clairement...



moyen qui était en juillet de 8 F 56... En mars 75, recours à une distillation de 4,6 millions à 8 F 78 puis, en avril, à une distillation illimitée au prix de 8 F 66. On se souvient que l'une des mesures «miracle» ramenées par Bonnet à Bruxelles au début mars de cette année, a été l'annonce de la distillation de quatre millions d'hectolitres...

LIMITATION DE LA PRODUCTION

A ces mesures s'en ajoutent d'autres tendant à limiter la production. Mesures transitoires (Primes à l'arrachage) ou permanentes (soit touchant les surfaces plantées en vigne : réglementation des plantations et des replantations ; soit touchant au rendement : cépages, em-

ployés, réglementation de l'irrigation). La France a mis au point dans tous ces domaines une batterie de mesures très sophistiquées. Elle est sur ce point le seul pays au monde...

Nous reviendrons au cours de prochains articles sur l'un ou l'autre de ces points. Contentons nous de souligner le caractère négatif, défensif et l'échec de toute cette armada de mesures. La politique viticole des gouvernements bourgeois est la politique hypocrite de celui qui soignerait les manifestations les plus pénibles d'une maladie qu'il provoquerait lui-même.

Tant que les viticulteurs seront déterminés à produire en «entrepreneurs libres»,

tant que la seule règle du jeu restera la recherche de la rentabilité pour le profit maximum, tant que le capital imposera sa loi, des contradictions surgiront que aucune loi bourgeoise ne pourra surmonter vraiment. Les remèdes bourgeois sont des échecs : leur apparente efficacité ne tient qu'à leur faux semblant qui, trop souvent, mystifie les petits viticulteurs. Depuis près d'un siècle, ils ont été menés par vagues successives jusqu'au bord du gouffre. Aujourd'hui, il n'y a plus que le vide devant eux... Vont-ils tenter de s'accrocher encore une fois à quelque chimère (ce qui signifie la liquidation d'une bonne partie d'entre eux) ou vont-ils viser ensemble, avec tous les travailleurs le centre de la cible, le pouvoir bourgeois ? Là est tout l'enjeu.

POLITIQUE

La réforme de l'entreprise

UN PETARD MOUILLÉ

Le ministre du travail, Durafour, a annoncé hier les mesures de réforme de l'entreprise que Giscard avait présentées à la télévision la veille. Comme pour toutes les autres réformes, on constate que les grandes transformations annoncées se révèlent être, en fin de compte, des aménagements minuscules qui n'ont, en tous les cas, aucun intérêt pour les travailleurs, quand elles ne sont pas au contraire, dangereuses pour eux.

On constate en effet trois principales «révolutions» dans la réforme annoncée.

RÉVOLUTION N° 1 : le pouvoir patronal, arbitraire, totalitaire, reste intact. Pourtant, si les patrons en sont d'accord, ils pourront, dans certaines grandes entreprises, distribuer aux représentants des travailleurs des ombres de pouvoir : c'est ce que Sudreau appelle la «co-surveillance». Des représentants des ouvriers «participeront à la vie de l'entreprise», en siégeant, minoritaires, dans un conseil de surveillance ou un conseil d'administration selon le statut de la société. Ils auront «voix délibérative», mais leur voix n'aura aucun poids. Par contre, une place toute particulière est réservée à «la concertation active avec les cadres». Comme le souligne «les Echos»,

«la répartition du pouvoir est ainsi laissée à la discrétion des propriétaires». Plus ça change et plus c'est la même chose.



Celui qui bâtit de ses mains est lui aussi un "bâtitteur." Un vrai.

Maintenant, priorité aux travailleurs manuels.

RÉVOLUTION N° 2 : L'âge de la retraite des PDG et des membres des conseils d'administration sera respecté strictement. Le nombre des postes d'administrateurs cumulables pourrait être ramené de 8 à

5. Ces messieurs vont mourir de faim. Enfin, certains hauts dirigeants de grandes entreprises, outre qu'ils seront associés plus étroitement au capital (actions) pourront être responsables de leurs fautes de gestion, avec sanction éventuelle sur leur patrimoine personnel.

RÉVOLUTION N° 3 : Elle concerne les conditions de travail. Le Quotidien du Peuple a publié ces semai-

mentaire, tout en donnant l'impression de la liberté aux ouvriers. L'enrichissement des tâches est du même tabac. Les réunions avec les chefs d'équipe prévues par la réforme n'auront aucune portée pratique pour augmenter la sécurité puisqu'en fin de compte, les travailleurs ne peuvent discuter les cadences.

La grande réforme du septennat de Giscard, la

mes dernières une longue enquête auprès des travailleurs sur ces mesures. Giscard a surtout parlé des horaires souples, dont nous avons montré combien ils permettent en fait une exploitation supplé-

myriade des propositions de Sudreau, se révèlent donc être un pétard mouillé. La bourgeoisie n'octroie rien. Aux ouvriers de lui arracher par les luttes des reculs.

Paul LEFORT

APRÈS LE DISCOURS DE GISCARD

SEULS LES PATRONS SONT CONTENTS

La prestation de mardi du chef de l'Etat, à la télévision, n'a pas, une fois encore, déchainé l'enthousiasme.

Même un journal comme «Le Figaro», dont on connaît la servilité systématique vis à vis du pouvoir, reconnaît : «le problème est ailleurs, il réside dans l'amélioration de la situation de l'emploi». «Les Echos», certes journal patronal, sont satisfaits : «pas de partage du pouvoir, co-surveillance facultative», voilà son principal sujet de plaisir. Giscard met en œuvre en effet une réforme dont les limites lui sont directement tracées par le CNPF qui, encore récemment, portait en guerre contre l'interprétation extensive du rapport Sudreau. Aujourd'hui, «Les Echos» sont soulagés : «la réforme, ce n'est pas fini, mais on fera des choses raisonnables». Et, dans la bouche d'un patron, on voit bien ce que veut dire «raisonnable» !

Les commentaires, par ailleurs, sont sceptiques. Edmond Maire, de la CFDT, a déclaré que le discours « vise à gagner du temps et à tromper l'opinion », pendant que le CERES en dénonce « le caractère dérisoire ». «Libération» écrit que Giscard « a essayé de charmer mais que le charme a cessé d'opérer », ce qui n'est pas bien neuf.

Le PCF, quant à lui, reprend sa rengaine du programme commun miracle. Krasucki, dirigeant PCF dans la CGT déclare que « la véritable réforme de l'entreprise suppose une profonde réforme de l'économie par le programme commun ». Comme Colpin du PCF qui dit la même chose dans «L'Humanité», ils oublient cette vérité révolutionnaire essentielle : la seule «réforme de l'entreprise», c'est, dans le cadre de la révolution prolétarienne, l'expropriation des patrons et l'instauration de la dictature du prolétariat.

STOLÉRU PAYÉ PAR CARREFOUR ?

Où va se nicher la publicité clandestine ! Ne voilà-t-il pas que Stoléru, secrétaire d'Etat, fait dans «Le Monde» du 14 avril, une louange des nouveaux produits soi-disant «sans marque» que vient de lancer Carrefour au prix d'un budget publicitaire de 2 milliards et demi d'anciens francs. Il écrit, parlant d'une évolution

souhaitable vers des «produits standard», dans l'intérêt du consommateur : «Les produits libres qu'une société de distribution est en train de lancer préfigurent-ils cette évolution souhaitable ?». A se demander si Carrefour a compté dans ses 2 milliards et demi d'anciens francs une série de pots-de-vin ?

LES TRIBULATIONS DU COORDINATEUR

Jacques Chirac met décidément du temps pour s'imposer à ses coordonnés. Les attaques que JJSS lui a portées dès sa montée sur le ring, ne sont pas isolées. N'a-t-il pas fallu donner de la voix et du bon mot dans quelques réunions et devant quelques micros ! Plus encore, il a fallu s'assurer en vitesse de la fidélité de quelques sénateurs. Entre deux, il a essayé de réparer les gaffes faites dans sa polémique avec Mitterrand : «Il faut s'abstenir de toute déclaration polémique face à l'opposition», a-t-il convenu sur un ton autocritique qui étonna chez un homme d'un tel caractère !

Malgré les coups de patte rassérénants de Pelletier à Servan Schreiber : «JJSS est quelquefois un peu inconsistant dans son soutien à la majorité comme il l'avait été dans l'opposition», le coordonnateur est rongé de soucis. Ne voilà pas que Lecanuet et Barrot se mettent à fusionner leurs groupuscules respectifs, pour lui faire un «parti centriste» afin d'endiguer la fuite de leur électorat vers le parti socialiste ! Il paraît même que Chirac aurait dû insister pour se faire inviter au congrès constitutif à Rennes. D'autant que Lecanuet ne rêve que d'accentuer les différences au sein de la majorité et de «se distinguer des forces du suivisme» ! Et ce Caillavet qui fait des mines à la porte : «Tout en restant dans l'opposition, nous voulons lancer une passerelle, parcourir un chemin de crête...» Les choses ne sont pas simples pour le coordonnateur décidément ! Gabriel Périnnet le lui fait savoir dans «Le Monde» : «Le coordonnateur devra faire preuve d'un singulier doigté pour réaliser sans heurts et dans l'harmonie cette synthèse de l'unité et de la multiplicité qui, à est vrai, définit la réussite politique autant que l'œuvre d'art» !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La justice bourgeoise couvre les assassins

VENGEANCE POUR MOHAMMED DIAB

Le procès en Appel du meurtrier de Mohamed Diab, a été reporté au 27 avril, le policier Marquet étant absent pour raison médicale ! Le certificat envoyé au président de la 11ème Chambre de la Cour d'Appel, ne comportait aucune lettre d'accompagnement. Les avocats de la famille Diab ont dénoncé cette mise en scène intolérable. Le certificat médical de Marquet datait de vendredi et Marquet aurait été vu samedi dans les rues de Versailles ! Il semble que la décision de stopper encore l'avancée de cette affaire aurait été prise au Ministère de l'Intérieur, directement. Quoi de pire pour le gouvernement qui

s'apprête à faire voter une loi qui augmentera les pouvoirs de la police, qu'un flic soit condamné au même moment ! La justice bourgeoise c'est celle des flics et des patrons, celle qui attribue de la prison avec sursis pour des patrons meurtriers et laisse en liberté l'assassin raciste de Mohamed Diab. Depuis le 29 novembre 72, date à laquelle Diab a été sauvagement abattu au poste de police de Versailles, ministres, flics et magistrats s'acharnent à couvrir Marquet.

VENGEANCE POUR DIAB !

DÉCLARATION DE M^{me} GISÈLE HALIMI ET M^{me} BEN ABDALLAH AU SUJET DE L'AFFAIRE MOHAMMED DIAB

«Le 29 novembre 72, Mohamed Diab était abattu par une rafale de mitraillette, par le sous-brigadier Marquet à l'intérieur du poste de police de Versailles. Depuis ce moment même une vaste mise en scène policière aidée par certains experts tentait d'accréditer l'accident... puis celle de la légitime défense. Le meurtrier de Diab, renvoyé en correctionnelle, considéré par le Tribunal de Versailles comme un crime, fit l'objet d'un jugement d'incompétence le 16 octobre dernier. Le brigadier Marquet interjeta appel de ce jugement. A l'audience de ce jour de la cour d'appel, Marquet ne s'est pas présenté : il s'est contenté d'adresser ou de faire adresser anonymement un certificat médical daté du 9 avril et constatant son «indisponibilité pour 10 jours sauf complications». Le nou-

vel avatar que subit cette triste affaire, met en lumière des anomalies auxquelles cette fois des magistrats se seraient prêtés.

Le 9 avril dernier le Président de la Cour d'Appel chargé de ce dossier, informa l'un de nos confrères que cette affaire serait renvoyée à cause d'un empêchement probable de M^{me} Ben Abdallah, avocat à Alger. Or, nous avons tous deux depuis plusieurs jours fait savoir que nous plaiderions cette affaire à la date fixée !

Deuxièmement, lors de la démarche que nous fîmes (la veille du procès) auprès du président pour nous informer de ces rumeurs de renvoi, il nous fut donné connaissance du certificat médical de Marquet. Le président nous assura qu'aucune lettre d'excuse de l'inculpé ne lui avait



été adressée, mais qu'il avait reconnu son écriture sur l'enveloppe dans laquelle se trouvait le certificat. Or, aucun spécimen de l'écriture

de Marquet ne figure au dossier... L'enveloppe a aujourd'hui disparu du dossier !

Troisièmement, le conseil (les avocats) de Marquet a affirmé n'avoir eu connaissance de l'indisposition de son client, que par la simple présentation, par le président, du certificat médical, la veille de l'audience !

Il devient clair que Marquet refuse d'être jugé. La vérité demeure. La famille Diab s'essoufle à demander que justice soit faite. Contre elle et contre la justice se trouvent aujourd'hui ligüés des éléments hétérogènes, qui ont en commun le même but : couvrir Marquet et au delà de lui, assurer l'impunité d'un crime raciste commis par un policier.

Maitres Halimi et Ben Abdallah

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LES RÉFUGIÉS ANTI-FASCISTES REFUSENT DE RESTER AU CENTRE DE RIS ORANGIS

NOUVEAU CAMP POUR LES RÉFUGIÉS DU CHILI ?

«Il y a six mois, j'étais au camp de concentration, au Chili, maintenant, ce que je vis ici, ça me le rappelle : l'isolement, les grillages, ces chambres, si on peut appeler ça ainsi, minuscules, où rien n'est

prévu pour les couples, ou pour les enfants. En plus des conditions de vie dans ce foyer, il y a les problèmes propres à la «prise en charge» : être toujours obligé de réclamer pour obtenir la plus petite cho-

se, ne serait-ce qu'un vêtement, qu'il faut souvent plusieurs mois pour obtenir». Des témoignages de ce genre, il y en a des dizaines, au centre de Ris Orangis. Et cela est d'autant plus scandaleux

que cette installation forcée semble être le début d'un autre processus, qui mérite qu'on revienne en arrière.

Septembre 73 : le coup d'Etat fomenté par l'impé-

rialisme américain installe Pinochet au pouvoir, au Chili. La répression est sauvage. Des milliers de personnes se réfugient dans les ambassades étrangères. Certaines sont évacuées, dont beaucoup arrivent en France. (La France se doit de respecter son image de «terre d'asile»). Diverses associations (dont la CIMADE) s'occupent de leur accueil, qui se fait dans des FJT, dans des camps provisoires... L'association France Terre d'Asile, qui est sensée organiser ce travail, décide de constituer un centre d'hébergement permanent. Celui-ci est installé à Carrières-sur-Seine, dans les Yvelines. Les conditions d'hébergement sont satisfaisantes, et les liaisons avec Paris pour chercher du travail, relativement faciles.

favorisait !»

Lorsque ce réfugié uruguayen a interpellé le directeur de FTA à ce propos, celui-ci lui a répondu qu'il n'y avait aucun favoritisme, bien au contraire, et que les vietnamiens étaient aussi dans une situation difficile...

«SI VOUS VOULEZ CHANGER DE FOYER, C'EST QUE VOUS REFUSEZ LA PRISE EN CHARGE...»

Deux semaines après leur installation au centre de Ris Orangis, les réfugiés étaient décidés à ne plus tolérer une telle situation : un foyer en préfabriqué, dont les planchers pourris commencent à céder, où les conditions d'hygiène sont déplorable, où rien n'est prévu pour les enfants, où il faut marcher une demi-heure dans la campagne pour faire la moindre course, où le bus ne passe même pas...

Ils se sont réunis, et, après avoir voté une motion demandant leur déplacement, ont demandé au directeur de FTA de venir.

L'entrevue s'est déroulée lundi soir. Belles paroles lénifiantes sur l'effort que consentait la collectivité nationale pour les accueillir (visant ainsi à créer un sentiment de culpabilité chez les réfugiés), traduction en trois langues, sourires... Seulement, lorsque les «résidents» ont présenté leur motion, le ton a changé, virant à la menace et au mépris : *«Si vous refusez de rester ici, alors qu'il n'y a aucune autre solution, cela veut dire que vous n'avez pas besoin de prise en charge, que vous ne voulez pas vous réinsérer...»* Or cette prise en charge, consentie pour six mois pour les réfugiés est leur seul moyen de subsistance en attendant de trouver du travail, chose qui leur est rendue presque impossible, ne serait-ce que par la difficulté à aller à Paris. Le chantage était clair, les résidents ont donc interrompu la réunion.

Des contacts vont être pris avec d'autres lieux d'hébergement de réfugiés, avec les foyers Sonacotra en lutte, avec les syndicats, la municipalité (contrôlée par le PCF, qui ne s'est pas du tout manifestée...). Le visage «libéral» du régime Giscard, l'image de tolérance et d'accueil que tente de se donner la France, alors qu'elle devient un vrai repaire de débris fascistes et activistes, du Vietnam au Portugal, risque d'en souffrir...

Eric BREHAT

LUTTES OUVRIÈRES

Lock-out à LTT (Conflans)

GRÉVISTES UNIS POUR LA VICTOIRE

A la LTT, à Conflans Ste Honorine, dans les Yvelines, les caristes poursuivent leur grève commencée depuis mardi dernier (voir QdP du 12 avril). Leurs revendications restent identiques : la qualification P 1 pour les caristes, O3 pour les ripeurs.

La direction refuse toute négociation ou alors elle fait des propositions ridicules telles que le relèvement des salaires minimum sans toucher aux classifications, ce qui vaut dire une «rallonge» de 1,50 F (!) à 70 F par mois à trois grévistes sur cinq. Pour les autres, rien.

Comme on s'y attendait, depuis lundi, la direction joue le pourrissement et la division, en mettant les ateliers en lock-out (en tout 230 travailleurs doivent être lock-outés à la fin de la semaine).

Pendant ce temps, la CGT dirigée par le P«C»F essaie de couler la lutte. Ces organisations prétendent «défendre les ouvriers» mais, le sort des travailleurs ne les intéresse que s'ils peuvent s'en servir pour ramasser le plus grand nombre de voix.

D'ailleurs, on n'avait jamais tant vu de délégués CGT-P«C»F que lundi pour vendre «Le socialisme aux couleurs de la France» à grand renfort de mégaphone. Mais de la lutte des caristes, qu'ont-ils dit ? Rien ! Par contre, il fallait les chercher lors de la collecte organisée par la CFDT et «ses» caristes

(comme le dit la CGT «soucieuse de l'unité des travailleurs» !).

Quant aux interventions de la CGT, lors des réunions de caristes ou des ateliers menacés de lock-out, c'est toujours le même discours démobilisateur et diviseur : *«La «grève-bouchon», ça gêne*

les patrons, mais surtout les travailleurs réduits au chômage», «dans chaque atelier, les problèmes sont différents, il ne faut pas tout mélanger», etc...

Avant hier, mardi, un représentant syndical de la CGT-LTT, membre du P«C»F est venu trouver des militants CFDT en leur disant *«Nous sommes obligés de faire un tract de soutien vu la détermination des caristes, mais on le fait à contre-cœur» (!).*

Ce jeudi matin, une réunion entre grévistes et lock-outés est prévue. Il faut s'opposer aux manœuvres de la direction et de la direction de la CGT. Grévistes, lock-outés, unissons-nous pour faire céder la direction ! Non, ce ne sont pas les grévistes qui sont responsables du chômage ! Expliquons, popularisons et élargissons notre lutte !

Pour les messages de soutien et la solidarité financière : Ecrire à Union Locale CFDT (soutien aux caristes LTT) - Place de la Mairie - 78 - Conflans Ste Honorine.

Des ouvriers de LTT Conflans



Comité de Coordination des Résidents des foyers Sonacotra en grève
Adresse postale :
56, rue de la Fontaine au Roi
75 011 - Paris

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Paris le 12 avril 1976

HALTE AUX EXPULSIONS ET AUX MENACES

Dimanche : le Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève était réuni au foyer Romain Rolland à Saint Denis.

A 17 H, des cars de police ont entouré le foyer et une dizaine de policiers en civil sont entrés pour arrêter plusieurs responsables du Comité de Coordination.

Grâce à la mobilisation immédiate des résidents du foyer Romain Rolland et de Garges-les-Gonesses et le soutien d'organisations françaises les délégués ont pu normalement tenir leur réunion et aucune arrestation n'a eu lieu.

La SONACOTRA pense sans doute pouvoir plus facilement négocier en expulsant les délégués que se sont donnés les résidents des foyers. Elle pense pouvoir ainsi casser le mouvement pour pouvoir plus facilement imposer sa loi.

Le Comité de Coordination et les résidents sont

déterminés à continuer la lutte jusqu'à la satisfaction des revendications.

La lutte continuera jusqu'à l'arrêt de toute forme de répression contre les résidents et leurs délégués.

La lutte continuera jusqu'au retour de nos camarades José Ferreira et Ben Amar.

Toute nouvelle intervention de la Police entrainera une riposte immédiate des résidents.

Nous appelons tous les résidents des Foyers Sonacotra, tous les émigrés, tous les travailleurs à se mobiliser pour une riposte massive.

Nous savons que nos revendications sont justes nous demandons notre droit, nous demandons seulement l'égalité de droit entre les travailleurs. Nous demandons la liberté dans les foyers comme les Français peuvent l'avoir dans leur logement.

Tous ceux qui veulent vraiment lutter pour l'unité des travailleurs, pour l'unité de la classe ouvrière doivent être à nos côtés, ceux qui refusent de nous soutenir sont ceux qui ne cherchent pas vraiment l'unité de la classe ouvrière car ils acceptent sans bouger qu'une catégorie de travailleurs soit surexploitée, réprimée, traitée comme des esclaves.

Les coups qui nous frappent aujourd'hui nous travailleurs émigrés frapperont demain tous les travailleurs français.

Mais notre victoire sera une victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière.

LE COMITÉ DE COORDINATION

LUTTES OUVRIERES

Olida (Levallois)

"IL EST POSSIBLE DE LUTTER ENSEMBLE..."

C'est le premier avril à dix heures du matin que la grève est partie chez Olida à Levallois, dans la banlieue parisienne. Et aujourd'hui, on a les yeux tournés vers l'usine dans la ville.

Pourquoi cette lutte ? Les travailleuses nous l'expliquent : « Depuis deux mois, la direction avait baissé les horaires de travail : de 43 heures 15, nous sommes passés à 41 heures 15. Alors très vite, ça n'a plus été ; d'un côté, pour certaines d'entre nous, les pertes de salaire vont jusqu'à 57 000 francs ; quand tu sais qu'un F 4 ici, coûte 70 000 francs, tu vois ce que ça peut faire. A côté de ça, le travail était le même, alors les difficultés de Olida, c'est du bluff. Et puis les salaires ne vont pas de toute façon : ce n'est pas avec 1 400 ou 1 600 francs que tu peux t'en sortir. Ici, il faut 10 ou 15 ans pour avoir de l'ancienneté. Alors depuis quinze jours, elles occupent.

Beaucoup de travailleuses ne sont pas syndiquées, alors un comité de grève a été mis en place. Une déléguée syndicale nous explique : « Cela permet que tout le monde décide, donne son avis sur la lutte. Le comité de grève comprend des représentants des sections syndicales mais aussi des délégués par ateliers ».

Un moyen, qui n'est pas le moindre, d'affaiblir la position de la direction, c'est de ne pas laisser sortir les denrées périssables. Pour le moment, les

problèmes financiers ne se posent pas encore avec acuité, la lutte ne fait que commencer : « Nous avons notre paye mais il ne faut pas attendre le dernier moment pour y penser » diront des ouvrières.

Du chantage à la crise... à celui de la reprise

Pendant les deux derniers mois, la direction, pour imposer les réductions d'horaires, a tenté de faire croire qu'elle avait des difficultés. Ce chanta-

ge à la crise a été balayé progressivement et a conduit à la lutte d'aujourd'hui. Alors, le patron maintenant depuis une semaine pour casser la lutte, emploie l'argument : « Ça va être la reprise. Nous vous proposons même de reprendre les horaires à 43 heures 15... à condition que vous repreniez ».

Les travailleuses rétorquent : « Ça prouve au moins que leurs difficultés c'est vraiment un prétexte

nant, on n'en veut plus des deux heures de plus. On veut rester avec nos horaires réduits, avec le salaire qui soit le même ».

Pour gagner, en plus de l'occupation, en plus du blocage de la production, il faut aussi que plus aucune production ne sorte sur l'ensemble des différentes usines. Il faut étendre la grève partout. C'est ce qui commence à se faire. A Loudéac, on se

CYCLES PEUGEOT (Beaulieu-Mandeure)

UNE SEMAINE APRÈS LA REPRISE

NON AUX BRIMADES! NON AUX LICENCIEMENTS!

Plus d'une semaine après la reprise aux cycles Peugeot, la direction manifeste toujours aussi brutalement sa volonté de mettre au pas les « fortes têtes » : il n'est pas un jour sans que ne pleuvent de nouvelles sanctions contre les travailleurs actifs pendant la grève : mutations, avertissements écrits ou verbaux, mises à pied... Elle se refuse toujours à réintégrer les neuf délégués licenciés ; les procédures engagées contre eux suivent leur cours. « Nous irons jusqu'au bout », ont d'ailleurs prévenu les patrons. Pourtant, mardi dernier, le Comité d'Entreprise a, dans sa majorité, refusé ces licenciements : même la CGC a voté contre ! Bien piètre manière de sa part de faire oublier aux travailleurs sa soumission servile aux ordres de la direction pendant la grève !



Face à cette répression quotidienne, les travailleurs n'ont pas relâché la mobilisation : mardi, au moment de la réunion du CE, 3 000 travailleurs ont débrayé et sont allés en manifestation jusqu'aux portes de l'usine de Va-

lentigney, où ils ont tenu un meeting. Hier, dès la prise du poste du matin, les travailleurs du MCL (expédition cyclos) et des chaînes de vélos ont débrayé pour protester contre les mutations arbitraires. Tous les jours, à l'annonce de nouvelles bri-

mades dans tel ou tel atelier, c'est le secteur tout entier qui cesse le travail pendant plusieurs heures, montrant ainsi à Peugeot que les ouvriers ne toléreront pas plus longtemps cette hargne anti-gréviste. Les travailleurs des Cycles donnent

ainsi l'exemple de ce que doit être aujourd'hui la lutte contre la bourgeoisie répressive de la bourgeoisie : partout où les patrons veulent s'attaquer à nos droits, partout où ils s'en prennent à nos syndicats, il faut opposer une riposte pied à pied !

«CFT FASCISTE ET ASSASSIN»

Pour casser la lutte, la direction aujourd'hui réprime. Il y a deux jours, plusieurs délégués syndicaux passaient devant le tribunal. Les menaces d'expulser les grévistes se font plus précises. Pour riposter à cette répression, avait lieu avant hier, un rassemblement des travailleurs de la ville autour de ceux d'Olida. Pendant deux heures, c'est une foule nombreuse qui scandera « Réduction d'horaires, oui, réduction de salaire, non », « Olida doit payer ». La manifestation s'arrêtera devant Olida, puis se dirigera ensuite vers Citroën où elle s'arrêtera finalement. Là, les mots d'ordre « CFT fasciste assassin » seront scandés avec force. Des tracts seront distribués aux travailleurs de Citroën par les fenêtres. Aujourd'hui, les travailleurs de Levallois se préparent à défendre les travailleurs d'Olida en cas d'expulsion.

pour nous faire faire plus de travail ».

Ici, le point de vue selon lequel il ne faudrait pas gêner la reprise est progressivement rejeté. « Ça ce sont les trucs à Giscard tu comprends » nous diront des ouvrières. « Le patron nous a mis à 41 heures 15, alors mainte-

souvent comment les travailleuses avaient accueilli Chirac lors de sa venue en Bretagne. Là-bas, les cadences sont ralenties aujourd'hui. La question se pose de se mettre en grève. A Epinay, les débrayages se multiplient et il est plus que question d'occuper.

Les révisionnistes : « négociations au plus vite : la marchandise pourrit »

Mais tout cela n'en est qu'à son début. Si des contacts commencent à être pris, il n'empêche que si l'on veut s'acheminer vers une grève totale, il va falloir combattre les tentatives de certains de freiner cet élargissement. Il s'agit des révisionnistes qui dirigent le syndicat CGT et l'UL. Car si d'un côté, ils affirment qu'il faut élargir la lutte à l'ensemble des usines (par exemple sur leurs tracts pour le moins nombreux), ils ne cessent d'affirmer : « La direction doit négocier au plus vite, car pendant ce temps, la marchandise est en train de pourrir ». D'ici à appeler à reprendre avec des miet-

tes, à faire sortir les marchandises, il n'y a qu'un pas !

D'un autre côté, quand ils parlent « de la nécessité de développer la lutte » ils donnent comme exemple, la façon dont ils ont dirigé la dernière grève des cheminots. Dans ces conditions, c'est plutôt vers un rétrécissement de la lutte que l'on risque de s'engager si l'on ne combat pas ces gens là !

Aujourd'hui, à Olida comme ailleurs, l'obstacle à la victoire n'est certes pas l'absence d'imagination en ce qui concerne les formes de lutte à employer, mais bien ceux-là même qui s'opposent à les employer. Une ouvrière nous dira : « La coordination du mouvement, ce n'est pas un problème, il est possible de lutter ensemble, partout les revendications sont les mêmes ». Mais « leur argument, c'est qu'on n'est pas assez expérimenté. En fait, c'est comme les directions nationales ; en parole ils sont forts, mais ce qu'ils veulent, c'est prendre les choses en main à notre place ».

BEGHIN-SAY CORBEHEM (Pas-de-Calais)

Sixième semaine de lutte

A Corbehem, les travailleurs en lutte entament leur sixième semaine de grève, tandis que les négociations piétinent.

La semaine dernière, l'inter-syndicale acceptait la proposition d'évacuer l'usine occupée pour débloquer la situation. L'usine était « neutralisée » et allait servir de lieu de négociation. Lever l'occupation fut interprété par de nombreux ouvriers comme un signe de défaite et de liquidation du conflit. On parla de trahison de la CGT !

Mais, sans doute sous la pression de la base, le réflexe « unité syndicale » a heureusement joué : CGT, CFDT, CFTC sont à nouveau unis dans la lutte, surmontant leurs divergences, et apparemment décidés à mener à bien la négociation, au mieux des intérêts des travailleurs.

La direction de Beghin-Say met un préalable à la discussion des problèmes de l'emploi : l'acceptation par l'inter-syndicale du plan de restructuration. Accepter ce plan, c'est accepter les licen-

ciements !

L'inter-syndicale met en avant un certain nombre de conditions à la discussion de ce plan :

- pas de licenciements pour raison économique ;
- les travailleurs mis à la préretraite seront remplacés ;
- l'abandon des poursuites pour occupation de l'usine ;
- des garanties salariales en cas de chômage partiel.

Il semble que la carte « division » jouée par la direction ait échoué, qu'elle ne peut plus compter sur la

lassitude des ouvriers et de leurs familles ; la carte du comité pour la liberté du travail a également échoué. Si pour Ségué, les contre-maîtres sont indispensables, ici, à Corbehem, on sait de quel côté ils sont !

Comme dit un tract CFDT-Beghin : « ceux qui ont baissé leur culotte devant le patron, peut-on les appeler des hommes libres... Regardez-les bien ceux du comité, ils portent au cou la marque du collier dont ils sont attachés... »

DASSAULT : ÇA TOURNE AU RALENTI
« On produit pour ce qu'on est payé », c'est ce mot d'ordre qu'appliquent les travailleurs des treize usines du groupe Dassault qui ralentissent les chaînes de production. Les revendications portent sur une augmentation des salaires et la révision des classifications.

ETUDIANTS NANTERRE LA CONFUSION

Nanterre, symbole de la révolte étudiante en 1968. Nanterre, l'exemple type du ghetto universitaire, l'illusion qu'existe sur le campus un autre monde qu'à l'extérieur... Nanterre, c'est aussi un des points «durs» du mouvement actuel, tout au moins dans les apparences. Les trois facultés qui y sont regroupées sont en grève, et le conseil d'université manifestait même, le 12 avril son «hostilité à l'arrêté du 2^e cycle». L'unanimité, en quelque sorte.

Et pourtant, à parcourir les couloirs des différents départements, on est saisi par la lassitude et l'ennui qui s'expriment chez les étudiants. Peu de réelles discussions, si ce n'est sur les multiples rouages de comités et de collectifs qui se sont accaparés la direction du mouvement. Le comité central de grève, sensé le représenter et le diriger est ouvertement remis en cause. Ces «super-délégués», comme on commence à les appeler, servent-ils à autre chose qu'à imposer une certaine direction au mouvement : paroles «dures», «rencontres avec les syndicats enseignants et ouvriers». Comme dans plusieurs autres universités, un clivage apparaît, grossièrement entre deux positions : servir de force de pression vis-à-vis des syndicats (on se méfie bien des syndicats enseignants, tel le SNES-Sup, mais quand même...), ou transformer le mouvement contre la réforme en une critique radicale de l'université, permettant, seule, de poser sur une base solide l'unité avec les travailleurs. Malheureusement, si ce clivage apparaît confusément, on ne peut pas dire que le débat soit systématiquement mené pour l'éclaircir. Le spectacle d'une réunion d'étudiants en philoso-

phie, hier, était édifiant à cet égard : tous semblaient d'accord sur la nécessité d'établir ce clivage (une motion était même proposée en ce sens), la discussion semblait pourtant bloquée, comme si tous les maux du mouvement actuel venaient de telle ou telle organisation trustant le comité de grève, et non pas des illusions, des idées fausses présentes dans la masse des étudiants.

Le meilleur exemple d'une absence complète de débat est la faculté de droit et de sciences économiques. Traditionnellement, ce secteur attire les rejets des milieux «libéraux» et concentre une part importante d'éléments d'extrême-droite, partageant leurs temps entre les sports d'hiver, les «parties» et les études. Pourtant à Nanterre, une majorité se dégage à chaque assemblée générale pour la grève. Seulement, depuis que celle-ci a commencé, le rituel n'a pas varié : les «anti-grévistes» se regroupent dans la partie droite de l'amphithéâtre, et l'assemblée est une succession d'interventions pour ou contre la grève. L'obstruction systématique des «modérés» (dont certains manifestaient sous la Tour Eiffel derrière des gens aux cas-



● LÙ DANS UN TRACT DE L'UEC : «Avec le socialisme aux couleurs de la France, les étudiants participeront effectivement à la direction des affaires du pays... Chacun pourra étudier, se cultiver, décider de son avenir ...

On ne s'embarrasse pas de formules, chez les étudiants révisionnistes : «Venez chez Pour un vrai changement, venez à l'UEC, organisation indépendante... Vous y avez tous votre place, tels que vous êtes».

nous, parce que nous vous offrirons de bonnes places». Appel en droite ligne de l'appel du 22^e congrès aux cadres, qui montre sans fards cette nouvelle bourgeoisie que le PCF aspire à conduire au pouvoir.

ques ornés de la croix celtique...) transforme ces assemblées en un curieux jeu parlementaire, d'où est évidemment absent tout débat politique. Une étudiante qui avait passé trois ans à Assas (où extrême-droite et direction font leur loi) me disait qu'elle retrouvait ici le même blocage : impossible de discuter, d'approfondir le débat. Le comité de lutte s'est enfermé dans cette logique : «Bien sûr, il faudrait pouvoir débattre.

Mais on ne peut rien faire contre cette obstruction, le moindre incident serait exploité par la presse. En plus, chaque jour, on s'attend à une attaque fasciste...»

A la longue, ce petit jeu, de même que l'absence de débat dans les autres secteurs laissera les étudiants qui aujourd'hui cherchent une autre voie que les manifestations avec les syndicats, sans perspectives.

Châlons : Les lycéens du LEM en grève

A l'AG qui s'est tenue lundi, les lycéens ont décidé de mener une action contre la loi Haby. La grève a pris de l'ampleur, sous l'impulsion du comité de lutte. Des commissions ont été mises sur pied pour mener le débat au sein du mouvement. Du côté de l'administration, c'est le mutisme, le refus d'ouvrir une salle aux grévistes. Les lycéens ont décidé d'orienter leur mouvement en direction des couches populaires, de la liaison avec les autres lycées en lutte, et de prise de contact avec les étudiants rémois. Devant la montée des luttes, la répression s'organise, et des menaces sont formulées contre des lycéens, qui appellent la population à les soutenir.

Correspondance

Grenoble : extension du mouvement

Mardi, les étudiants grenoblois, chez qui le mouvement de grève s'est renforcé des élèves des grandes écoles (IPG...) manifestaient dans les rues de façon originale : ils scandaient le mot d'ordre «les patrons sont dans les facs, sauvons les meubles», tout en transportant des chaises prises sur le campus. Arrivés au rectorat, ils en ont fait un grand tas, sur lequel ils ont laissé leurs banderoles... Hier, une réunion se tenait avec des ouvriers de Rhône Poulenc, sur le campus. Rappelons que la semaine dernière, les étudiants grenoblois avaient rejoint la manifestation des travailleurs de RPC (contre les suppressions d'emplois) malgré les tentatives des dirigeants de la CGT.

D'autre part, certains lycées entament un mouvement, en particulier à La Mure et à Romans.

POLITIQUE

Taxation des plus-values UNE RÉFORME CREUSE

Le projet de loi «relatif à la taxation des plus-values» va être soumis prochainement au Parlement pour discussion. Il ne reste plus grand chose du projet initial à caractère démagogique avancé dès l'été 74.

A l'origine, le projet prévoyait de taxer les bénéfices réalisés sur toutes les transactions de valeurs boursières, d'œuvres d'art, de biens immobiliers et sur les spéculations diverses. Ce projet, initialement, ne lésait pas le capital dans son ensemble, mais cherchait à canaliser les capitaux spéculatifs vers des investissements productifs pour financer le redéploiement de l'économie française. Cette réforme qui était présentée comme «audacieuse» gênait les intérêts de la haute bourgeoisie financière et d'une partie de la moyenne bourgeoisie qui arrondissent leur fortune en spéculant sur la

Pierre, les actions, etc... La résistance de ces couches qui forment un appui électoral et politique du gouvernement actuel, a obligé Giscard à revenir nettement en arrière.

Une série d'amendements destinés à «adoucir» le projet initial l'ont rendu totalement insignifiant. Ne seront taxées que les plus-values réalisées : ceux qui accumulent une fortune sous formes d'œuvres d'art par exemple ne seront pas inquiétés tant qu'ils ne s'en séparent pas. Un grand nombre d'exonérations sont prévues : la résidence principale, les obligations non convertibles, les titres cédés à la suite d'offres publiques les fonds de commerce en général...

Une imposition spécifique est décidée pour l'or, les bijoux, les objets de collection, etc...

Projet de loi sur l'armée UN COMPROMIS PROVISOIRE



Quand Yvon Bourges (ministre des armées) cherche le bout du tunnel.

La taxation, dans les cas où elle s'appliquera encore sera sur la plus-value (le bénéfice) réalisée, diminuée du taux d'inflation entre l'achat et la vente. Les moins-values (pertes subies par exemple lors de la vente en Bourse d'un bloc d'actions) pourront être déduites. Les petites plus-values bénéficieront d'une franchise totale.

Il est possible que la discussion au Parlement vienne encore édulcorer sur certains points cette «réforme douce». Ce projet apparaît bien en définitive comme la marque de l'incapacité de l'équipe bourgeoise au pouvoir à s'attaquer aux pratiques spéculatives des couches bourgeoises dont Giscard a besoin pour gouverner.

Le mois prochain sera débattue à la demande du président de la République un projet de loi visant à «moderniser» l'armée française. Ce projet de loi veut être une première étape pour imposer peu à peu la transformation de l'armée en une armée de métier.

Le document présidentiel invite les députés à se prononcer pour «un nouveau style de programmation», une modernisation des équipements. Ces objectifs sont qualifiés «noyaux durs» ; ils sont tenus pour indispensables pour la transformation de la défense nationale. Il sera demandé entre autres aux députés de voter un budget militaire en nette augmentation : 20 % au lieu de 17 %.

Mais, derrière ce projet, c'est tout le débat sur la nécessité d'une armée de métier que Giscard veut entamer. Il a d'ores et déjà commencé à ramener l'effectif de l'armée de terre de 330 000 hommes à

315 000 hommes. Sous prétexte que l'armée de terre est trop lourde, peu maniable, mal adaptée à un conflit moderne. Le projet de Giscard suscite encore un certain nombre d'oppositions dans la majorité. Un certain nombre de généraux critiquent cette politique de réduction des capacités opérationnelles de l'armée. Le général Antoine Sanguinetti qui l'avait dit trop fort, a été limogé. La lutte de tendances est dure dans la majorité présidentielle.

Le plus probable est donc que le gouvernement se contentera de faire accepter une augmentation de budget et des modernisations d'équipements. Est-ce que cela résoudra pour autant la question qui se pose à la bourgeoisie française, celle de savoir si elle peut maintenir une politique d'indépendance nationale vis-à-vis des deux super-puissances ? On peut en douter.

LES «LIP» REPRENENT LEUR PLACE AUX AVANT-POSTES DE LA LUTTE

SUITE DE LA UNE

La question importante, fondamentale même, se pose cependant : quel est l'enjeu de la lutte ? A première vue, les choses sont claires : pour les Lip, c'est le refus des licenciements, le refus du démantèlement. Mais regardons d'un peu plus près : on entend clamer «Lip est viable», dans la bouche de certains syndicalistes, ou militants politiques, cette affirmation a de quoi surprendre.

Voudrait-on faire croire que l'intérêt des ouvriers coïnciderait avec ceux des patrons ? Revenons un peu en arrière pour comprendre ces positions : en 74, Gillet et Riboud amènent des capitaux pour faire redémarrer Lip. On entendra à ce propos, raconter les pires fantaisies : «C'est une manœuvre politique... Ce sont des rêveurs qui font une sorte de pari», ou encore, «ce sont des patrons modernes qui prennent en compte l'aspect humain du problème humain».

Toutes ces hérésies masquent une vérité simple : Riboud et Gillet ont investi dans Lip pour la simple raison qu'ils espéraient en tirer des profits substantiels à moyen terme. Ces gens sont des capitalistes, ne l'oublions pas, mais leur seule motivation, lorsqu'ils investissent, c'est que cela leur rapporte.

Deux ans plus tard, la crise s'est approfondie. Gillet, par exemple est obligé, de se livrer à une restructuration de la branche textile,

de son trust pour laquelle il prévoit 4000 licenciements. Et Lip, ne lui a pas rapporté comme il l'espérait, il retire

sont pas très malins à ne pas vouloir faire du profit à Lip. Non ! Pour eux, comme pourn'importe quel capitalis-

Cette réflexion d'un cadre à une ouvrière la semaine dernière, situe assez clairement le problème.

DES DIVERGENCES SYNDICALES FONT SURFACE

Hier, l'UD.CGT distribuait sur Besançon (sauf à Lip), un tract dans lequel, elle attaque violemment la CFDT de Lip. Dans un fatras de contre vérités manifestes, elle accuse la CFDT «de ne pas faire impulser la lutte contre les réductions d'horaires et les 37 mises en pré-retraite en début de 76» «pour ne pas briser l'expérience Neuschwander».

Hier matin, à l'assemblée générale, Piaget, est intervenu pour dénoncer cette manœuvre : «nous ne rendons pas les copains CGT de Lip responsables de ce tract, mais il faut savoir que dans la lutte qui s'engage, nous aurons sans cesse des croche-pieds de la part du PC et de la CGT». Que recouvre toute cette politique ? La CGT essaye de faire le terrain perdu en 73 et veut apparaître pour cela à la pointe du combat. En paroles, du moins, car ses propositions immédiates ne dépassent guère la lettre à Giscard ou les délégations à

la Préfecture avec les élus.

Il est vrai que des ambiguïtés ont toujours pesé (et pèsent encore) sur les prises de position de la section CFDT. Elles proviennent essentiellement du fait qu'une ligne de démarcation n'est pas très nette entre le point de vue des capitalistes et celui des travailleurs. C'est vrai que pendant, la période Neuschwander, elle a ménagé la «chèvre et le chou». Ces divergences entre la CGT et la CFDT ne sont que des divergences de surface car, dans les faits, à quelques détails près, leur thème de propagande, c'est «la défense de l'horlogerie». En février 76, les ouvriers passaient de 43 h 30 à 36 h, pourtant la production restait la même. Malgré cela, le bilan est aujourd'hui déposé. Alors ? Toujours essayer de prouver que «Lip est viable» ? Ou se placer résolument et sans ambiguïté du strict point de vue des travailleurs de refuser de payer la crise de la bourgeoisie ? La question est d'importance. Il faut choisir. L'emploi de tous les «Lip» en dépend !

G. PRIVAT



«ses billes». C'est aussi simple que cela. Quelle conclusion tirer de ce raisonnement ? Affirmer «que Lip est viable», cela revient dans les faits à se placer sur le même terrain que les capitalistes. Riboud, Gillet, disent : «Non, ce n'est pas rentable». Le PSU et la CFDT répondent «si c'est viable». Poser la question en ces termes, c'est assurément faire fausse route, car dans cette optique toute la question tendra à prouver à «l'opinion publique», c'est-à-dire y compris les capitalistes, qu'effectivement, l'usine est rentable telle qu'elle est. En un mot, Gillet, Riboud ne

te, rendre «Lip viable» veut dire faire la même production avec moins de monde. C'est précisément ce que n'accepteront jamais les Lip.

Il disait à celle-ci qu'il ne voulait pas continuer à travailler : «Vous dites partout que l'entreprise est viable. Prouvez le ! Travaillez plus !».

Bourgogne-Électronique

POUR LE PAIEMENT DES HEURES DE GRÈVE

LES GRÉVISTES SÉQUESTRENT L'ÉQUIPE DE NÉGOCIATION

Depuis dimanche soir, on traîne de négociations en négociations et les grévistes ressentent bien la nécessité de reprendre des initiatives, mais ce qui l'emportait, ces jours derniers c'est plutôt : «La direction ne veut rien lâcher sur les salaires, on n'ira pas plus loin». Par exemple, pour le gala de

posait) ; c'est surtout la question des «grévistes à la maison» qui passent prendre des nouvelles à l'usine, mais ne participent pas activement au piquet de grève ou aux commissions d'animation :

«On n'a peut-être pas assez réfléchi à cette question de gagner la majorité», pensent

tion d'attente : les grévistes dans leur majorité étaient venus avec l'idée d'en débattre, mais ils sont repartis un peu déçus : «Ce n'est pas seulement des revendications qu'il faut discuter» ; dès maintenant apparaît la volonté de tirer le bilan de la grève : «De toute façon, même si on reprend avec ça,

sion : sur la direction de la grève par exemple : «Pourquoi les dirigeants CGT (du P«C»F bien sûr) n'interviennent-ils pas en Assemblée Générale», la question de la place des femmes dans la lutte, «peut-on aboutir en ce moment, face à l'intransigeance des patrons ?», et même ce genre de découvertes assez extraordinaires : deux ouvrières anciennes dans l'usine qui à l'occasion de cette grève viennent de se découvrir : toutes deux anciennes résistantes, elles ont eu le même agent de liaison : «A ce moment-là, il n'y avait pas de fiches de paye au bout, mais on se battait quand même».

Mercredi à 14 H, la direction tentait un coup de force, refus de la négociation, obligation pour les grévistes d'évacuer l'usine, et annonce d'un constat d'huissier à 17 H. La réaction dans la boîte ne s'est pas fait attendre. «C'est un coup fasciste, c'est révoltant». A 16 H les travailleurs se rendent massivement à la mairie de Saint Appolinaire, lieu des négociations. Une heure plus tard, face à la mobilisation la direction revient sur ses premières propositions.

En fin de soirée, l'équipe de négociations patronale était toujours séquestrée pour imposer la négociation sur les conditions de reprise : pas de sanctions, paiement des jours de grève,

Courtine (Aubervilliers) : Meeting ce matin

Chez Courtine, une des plus grosses entreprises d'Aubervilliers, (sous traitance de Dassault, Matra), les travailleurs sont en grève depuis le 10 mars. Ils occupent l'usine pour s'opposer aux nouvelles classifications qui aboutissent en fait à une déqualification. Pour populariser leur lutte, sur Aubervilliers, pour le problème financier, les travailleurs ont organisé des collectes et hier soir un match de football.

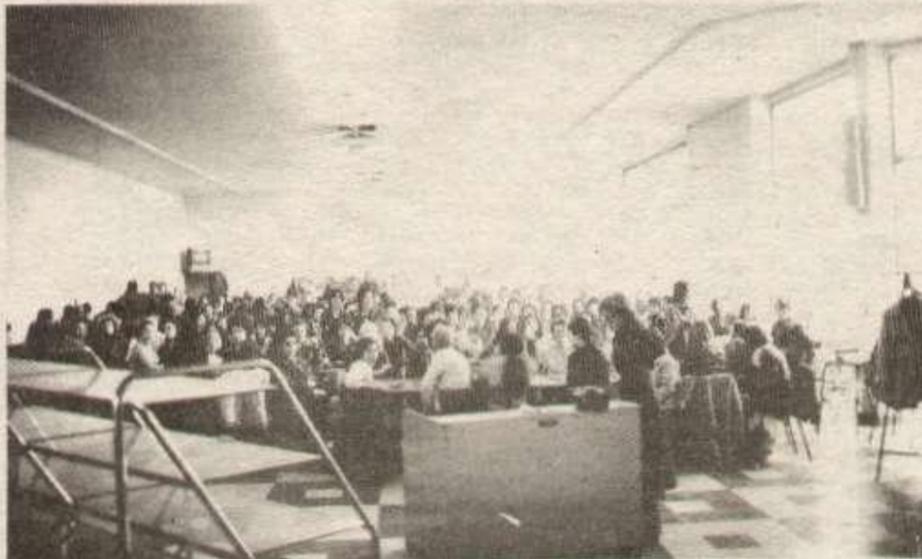
Lundi, ils passaient devant le tribunal et mardi matin, ils connaissaient le résultat du jugement : «évacuation de l'usine». Aujourd'hui, une trentaine de cadres ont fait leur apparition près de l'usine, mais les travailleurs ont été vigilants : les portes sont surveillées constamment pour empêcher toute évacuation de matériel.

Ce matin, un meeting est prévu à la porte de l'usine et les travailleurs appellent par voie de tract l'ensemble des travailleurs ainsi que la population d'Aubervilliers à venir apporter par leur présence, leur soutien aux portes des établissements Courtine, 46, rue Auvry.

Rhône Poulenc : 515 licenciements sont confirmés...

Le Comité Central d'Entreprise de Rhône Poulenc Textile, réuni en séance extraordinaire vient de confirmer les décisions prises dernièrement, à savoir la fermeture de la filature Acétate. Cela veut dire la menace de 515 licenciements, qui avec les délais légaux, interviendraient le 24 juillet.

Les travailleurs, en l'apprenant, ont voté une grève de 24 heures reconductibles. Ceux de la Boule, se sont eux aussi prononcés pour la grève.



soutien, une partie des grévistes s'est bien mobilisée, mais cela ne paraît pas suffisant pour faire céder la direction. Ce qui pèse beaucoup actuellement, c'est le manque de fric pour certains (l'argent des collectes a-t-il été distribué aussi justement et rapidement qu'il faudrait ? C'est la question que l'on se

de nombreux grévistes.

Une situation un peu floue donc hier matin. «Reprendre avec 75 F tout de suite et 261 F en décembre, cela fait quand même mal au bout de cinq semaines de grève, mais peut-on continuer ?» L'Assemblée Générale d'hier était caractérisée par cette situa-

on n'est pas trop déçu, cette grève elle est mieux que celle de 73» et les aspects positifs de la grève sont soulignés en Assemblée Générale. Le Comité de grève, la participation des grévistes à l'organisation... Si le débat n'a pas réellement eu lieu en AG, par contre entre grévistes, il y a de plus en plus de discus-

Liban

MENACES D'AGRESSION AMÉRICANO-SIONISTE

La pression militaire syrienne semble avoir reculé. Le nombre des soldats syriens au Liban et leur emplacement (à 30 km de Beyrouth) ont été exagérés.

Sous la pression des forces patriotiques et de la Résistance Palestinienne qui demandaient à ce qu'il n'y ait pas de luttes entre arabes, soulignant qu'il faut concentrer les forces contre l'ennemi commun, la Syrie semble avoir pris du recul par rapport à ces derniers jours.

L'attitude de la Syrie peut aussi avoir changé à cause des menaces d'agression sioniste et américaine. En effet, les troupes sionistes ont été concentrées à la frontière du Liban, prêtes à intervenir quand elles le jugeront bon. Après leurs prétentions sur le Sud du Liban où ils mettaient en garde les Syriens d'intervenir, les dirigeants sionistes



Arafat offre sa «kouffieh» à Al-Khatib, chef de l'armée du Liban arabe à l'occasion de la cérémonie à la mémoire des trois dirigeants palestiniens assassinés par les sionistes : c'est le signe de la solidarité grandissante entre la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises face aux sionistes.

amené un porte-avions en plus, ce qui porte à dix le nombre de navires et ils surveillent de très près ce qui se passe au Liban.

menacent de passer aux actes.

En plus des sionistes, les États Unis font pression par la VI^e flotte. Ils ont

Face aux menaces américano-sionistes, la Syrie peut se trouver placée dans l'obligation de se mettre du côté des forces patriotiques au Liban. C'est le vœu de ces forces qui pensent que l'intérêt de la Syrie est aux côtés des arabes et non des forces étrangères.

Seul, Joublatt, «Leader de la gauche», semble penser le contraire. En visitant récemment Dean Brown et l'ambassadeur soviétique au Liban, il fait appel aux grandes puissances pour qu'elles interviennent contre la Syrie. Joublatt va dans le sens d'un conflit entre les arabes où elles interviendraient.

Pendant ce temps, les élections présidentielles se préparent. Frangié semble prêt à promulguer l'amendement fait à l'article 73 de la Constitution pour l'élection d'un nouveau président dans la semaine.

OPPRESSION CULTURELLE EN PALESTINE OCCUPÉE

LE CHANTEUR PALESTINIEN MUSTAPHA KURD DE NOUVEAU ARRÊTÉ

Le dimanche 11 avril, le chanteur Mustapha Kurd a de nouveau été arrêté par les autorités sionistes. Déjà par deux fois, il avait été mis en état d'arrestation, passé à tabac par les sionistes.

L'oppression, la répression sionistes contre le peuple palestinien s'est abattue également sur le plan culturel. Le sionisme essaie de réduire à néant toute expression musicale, théâtrale... du peuple palestinien.

Dimanche, Mustapha Kurd n'a pas été la seule victime de la répression ; un

ERRATUM : Dans l'article sur le Liban d'hier, une erreur s'est glissée : il fallait lire «forces des phalanges» au lieu de «forces patriotiques des phalanges».

autre Palestinien, membre de la troupe de théâtre Balalim a été arrêté. D'autres membres de cette troupe sont menacés d'expulsion. Il semble clair qu'un plan soit mis en chantier contre cette troupe dont le travail politique est important. Les autorités sionistes souhaitent aujourd'hui pouvoir saper l'expression culturelle du peuple palestinien en toute tranquillité, et pour cela bloquent toute information sur la répression. Mais ses plans seront mis en échec par la mobilisation populaire qui fera tout pour arrêter cette politique d'arrestation, de torture et d'expulsion des artistes, poètes, chanteurs et écrivains palestiniens en Palestine Occupée.

Mustapha Kurd devra être libéré !

UN AN DE CONFLIT

De septembre à janvier : la tentative de partition

À la suite des provocations systématiques des Phalanges, alors que la Résistance Palestinienne organise une riposte militaire, l'inconséquence de la gauche libanaise contribue à donner au conflit un caractère confessionnel.

Vers le 15 septembre, les combats reprennent à Beyrouth. D'autres fronts sont créés : après celui de Ain-Remmaneh-Chiah, toute la banlieue participe mais les plus durs combats sont en plein centre de Beyrouth : le centre commercial.

Dans le centre commercial, les chrétiens et les musulmans ont leurs magasins. Les

Phalanges ont voulu contrôler le centre : ils ont détruit tous les magasins appartenant aux musulmans. Les forces patriotiques ripostent. C'est la bataille qui a conduit aux pertes économiques les plus élevées : les magasins ont été pillés, détruits.

Cette bataille a été le premier signe de la «partition», de la séparation en deux du Liban. Les Phalanges, pour leur projet de partition, veulent contrôler le plus possible de quartiers. Le centre commercial est un des plus importants, car il donne facilement accès à d'autres quartiers.

SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Sous le prétexte d'aide au Liban, les États Arabes et en premier lieu l'Égypte, décident de convoquer la Ligue Arabe pour le règlement du conflit. C'est ce qui a été nommé l'arabisation. Ce projet a été rejeté par les forces patriotiques libanaises et par la Résistance Palestinienne, par la Syrie et la Libye. En ce moment, «l'arabisation» du conflit libanais a un sens précis : essayer de régler la présence palestinienne au Liban, remettre en cause les accords de 69 qui régissent les liens entre la Résistance et l'État libanais. C'est pour cette raison que la réunion de la Ligue Arabe a été boycottée.

Après l'échec de l'arabisation, un autre danger aussi grave a menacé la Résistance : l'internationalisation. C'est l'intervention de pays étrangers comme la France pour trouver une solution. Cette tentative a échoué.

L'ATTITUDE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Bien que tout le complot cherche la liquidation de la Résistance, elle a eu plusieurs attitudes pendant les événements : en avril, elle a riposté après le massacre de Ain-Remmaneh. Puis lorsque la bataille a pris un caractère confessionnel et basé sur les revendications de la gauche libanaise, la Résistance a expliqué qu'elle n'interviendrait dans aucun conflit entre Libanais. Les forces de droite cherchaient à la faire intervenir dans ces combats pour lui faire perdre ses forces. Mais après le blocus de Tell el Zaatar jusqu'à maintenant, la Résistance Palestinienne participe activement car ses intérêts vitaux sont en danger.

FORCER LA RÉSISTANCE AU COMBAT

Après une période de calme relatif, la bataille des hôtels commence. A cette période, les Mourabitoun (nassériens indépendants), liés au Fath, apparaissent comme force importante. Un cessez-le-feu est établi sans succès militaire. Les forces de sécurité (police libanaise) contrôlent les secteurs disputés.

Cependant, les phalanges continuent leurs massacres confessionnels. Elles organisent celui du samedi noir où près de 200 personnes musulmanes ont été tuées en plein centre commercial.

Pendant toute cette période, les phalanges cherchent à entraîner la Résistance Palestinienne dans les combats. Elles n'y réussissent pas. Pour la forcer, elles font le blocus de deux camps palestiniens, Tell el Zaatar et Jisr al Bacha, dès la fin de décembre. Cela va précipiter les événements. La Résistance Palestinienne intervient avec des moyens limités et desserre le blocus.

Les phalanges occupent Dhayé, un autre camp plus faiblement défendu, et organisent le massacre de la Quarantaine. L'attaque de ces lieux est importante pour les phalanges et leurs alliés pour leur projet de partition. En effet, il s'agit de quartiers musulmans ou de camps palestiniens dans la région chrétienne.

Après ces massacres, les forces patriotiques et la Résistance attaquent : Damour, Saadiyat et Jieh sont occupés. La route du sud-Beyrouth est ouverte. Des actes isolés ou organisés par la Saïka donneront à ces occupations un caractère confessionnel qu'elles n'avaient pas à l'origine. Après la chute de ces bourgades, un cessez-le-feu est mis en place par la Syrie, l'OLP et l'État libanais.

C'est à partir de ce moment que la question d'un risque d'englobement de la Résistance par la Syrie est posée. Selon Bassam Abou Sharif, porte-parole du FPLP, par exemple, la Syrie veut empêcher une victoire politique des forces patriotiques après leur victoire militaire.

Remous aux USA

LES RAPPORTS KISSINGER-SONNENFELDT

Parlant devant les ambassadeurs américains en Europe, Kissinger et son bras droit, Sonnenfeldt, ont défini la façon dont les États-Unis entendaient mener leur politique ouest-européenne pour le premier, est-européenne pour le second.

C'est en somme une doctrine du statu-quo qui ressort de ces deux discours. D'un côté Kissinger s'est félicité parce que «le temps où l'Europe cherchait à se définir elle-même est révolu. Nous sommes maintenant plus près de l'association atlantique que nous avions projetée». Cependant, le secrétaire d'État s'est, une fois de plus, montré craintif devant la prise de pouvoir possible par des partis révisionnistes en Europe occidentale, pour lui, «leur domination en Occident est inacceptable. Cela n'a rien à voir avec la modération de ces partis. Ou avec leur degré d'indépendance à l'égard de la Russie».

Pour sa part, Sonnenfeldt prône que les États-Unis «favorisent une évolution susceptible d'institutionnaliser les relations entre l'Europe orientale et l'Union Soviétique», «répondent aux aspirations évidentes de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une zone de forte influence géo-politique soviétique».

Chacun chez soi. Que les États-Unis resserrant un peu leurs liens avec l'ouest euro-

péen, que l'URSS adoucisse plutôt les siens avec l'Est, telle est en définitive la doctrine. Cependant, d'autres formulations indiquent en fait qu'il s'agit, pour les USA en perte de vitesse, de réduire au moindre coût leurs difficultés actuelles face au concurrent moscovite. D'une part, pour Sonnenfeldt, «il n'y a aucun moyen d'empêcher l'apparition de l'Union Soviétique en tant que super-puissance».

D'autre part, pour Kissinger, «notre capacité d'agir est limitée. Il est inconcevable que les États-Unis puissent maintenir des forces terrestres en Europe s'il y a une participation substantielle des communistes dans les gouvernements occidentaux».

Ainsi, c'est sur une position de faiblesse que les États-Unis se placent pour envisager le maintien du statu quo proposé aux soviétiques. Ce que les chefs de la diplomatie américaine ne semblent pas clairement percevoir, c'est que l'évolution du rapport des forces entre eux et leurs concurrents pour l'hégémonie mondiale risque fort de faire déboucher ce genre de «statu quo» sur une avancée réelle de Moscou en Europe. Ce qui n'entre cependant pas dans les calculs des deux rivaux, c'est le développement du mouvement révolutionnaire des peuples et de leur aspiration à l'indépendance.

LA PARTITION

C'est le projet des forces de droite. Il s'agit de former un État chrétien, basé sur la religion, comme l'État sioniste : il comprend la montagne libanaise, la partie Est de Beyrouth et la côte au Nord de Beyrouth. La création de cet État confessionnel viserait à prendre en tenailles la Résistance et les forces patriotiques entre lui et l'État sioniste, pour les liquider. Une grande partie des batailles a eu lieu à cause de ce projet.

Même si la partition politique n'a pas eu lieu et semble vouée à l'échec, une partition de fait a existé : les chrétiens ne peuvent aujourd'hui aller dans les quartiers musulmans comme les musulmans ne peuvent aller dans les quartiers chrétiens.

Espagne

ELECTION ET REPRESSION

Le ministère des Affaires Étrangères espagnol, Motrico, a annoncé dans une interview à un journal italien que des élections parlementaires au suffrage universel auraient lieu avant la fin de l'année : l'annonce devrait en être faite au cours du prochain discours public du premier ministre, Arias Navarro. Selon le ministre espagnol, les partis «totalitaires» ou «prônant la violence comme arme politique» en seraient exclus.

Cette annonce vise certainement à isoler les partis et organisations révolutionnaires, ainsi que ceux qui luttent pour la fin de l'oppression des nationalités non-castillanes. Mais on doit également la rapprocher de l'annonce, rendue récemment publique, de la constitution d'une «coordination démocratique», regroupant, avec le parti «communiste», le PSOE, principal parti social-démocrate, et divers autres organismes, y compris une des multiples branches de la démocratie chrétienne espagnole.

La plate-forme commune de la «coordination»

comportait, outre une dénonciation de la pseudo-libéralisation engagée par le régime, la dénonciation de toute tentative pour isoler tel ou tel membre de l'opposition, de la part du pouvoir. A l'évidence, c'était essentiellement du parti révisionniste qu'il était question. En effet, depuis l'avènement de Juan Carlos, la tentative de l'oligarchie pour forger un nouveau visage au régime fasciste comporte le projet d'associer au pouvoir, serait-ce sous une forme d'opposition parlementaire, divers partis bourgeois, à l'exclusion du parti révisionniste. La conclusion de l'accord entre les organisations de la «coordination», la place qu'y occupe le P(C)E, ont été le premier échec important rencontré par cette manœuvre. En offrant à la plupart des autres formations de cet organisme unitaire la perspective d'une participation parlementaire, Motrico vise évidemment à enfoncer un coin dans cette alliance.

Cependant, les paroles et les promesses sont directement contredites par

les actes : des centaines de militants de l'ETA ont été arrêtés au Pays Basque ces derniers jours, et «l'Aberri Eguna», jour de

la patrie, a été interdit alors qu'il était convoqué pour le 18 avril à Pamplune. La riposte ne s'est pas fait attendre.

Communiqué

«Devant la position adoptée par les forces qui ont renoncé à convoquer tout le peuple d'Euskadi à Iruna (Pamplune) le 18 pour la Aberri Eguna» (il s'agit du Parti révisionniste d'Euskadi; du PNV, PSOE, etc) «les organisations politiques et syndicales suivantes : Parti Carlisme, ORT, MC d'Euskadi, ETA, Vi-LCR, Coordination des Commissions Ouvrières d'Euskadi, et les organisations du KAS (patriotique) ETA politique, ETA politico-militaire, Ehas, Laia, Lab, Lak auxquelles se joint conditionnellement ETA militaire,

PROCLAMENT :

Que la répression déchainée par le gouvernement de la monarchie sur des centaines de combattants d'Euskadi (détentions de militants de ETA, persécution des prisonniers de Ségovie) et les manœuvres du gouvernement pour empêcher la célébration d'Aberri Eguna, rendent encore plus nécessaire que tout le peuple d'Euskadi vienne massivement le 18 à Iruna, manifester pour sa souveraineté et sa liberté.

En même temps, nous dénonçons les forces qui dans ces moments historiques abandonnent la lutte, en trahissant d'une manière ou d'une autre les aspirations de la classe ouvrière et du peuple d'Euskadi».

Euskadi le 13/4/76

Grèce et Turquie dans l'orbite US

Un accord de principe serait intervenu entre le ministre des affaires étrangères grec, Dimitrios Bitsios, et les Etats-Unis, au sujet des bases américaines dans le pays. Voici peu de temps, les USA étaient parvenus à un accord semblable avec la Turquie : pour garder l'usage de leurs 22 bases, ils avaient ouvert à ce pays, pour une période de quatre ans, un crédit militaire d'un milliard de dollars. Pour la Grèce, ce crédit s'élèverait pour la même période à 700 millions.

Depuis le grave développement des événements de Chypre, en été 1974, l'attitude ambiguë des Etats-Unis, soutenant en premier lieu un coup d'Etat fomenté par les colonels grecs dans l'île, puis son invasion par les forces turques, n'avait cessé de

créer des difficultés au maintien de leur présence dans les deux pays. L'URSS tentait de mettre à profit la situation pour avancer d'un côté comme de l'autre.

Désormais, en plus des bases turques, les Etats-Unis ont l'assurance d'Athènes qu'ils pourront conserver leur station de communication de Néa Makrio, le port et le terrain d'aviation de la baie de Souda, en Crète, la base aérienne d'Athènes, et la station d'écoute d'Héraklion. Cependant, la montée des sentiments anti-américains dans les deux pays, ainsi que dans l'île de Chypre pourrait bien faire voler en éclats ces beaux projets. Les récentes manifestations de Nicosie, où la police a eu toutes les peines du monde à protéger l'ambassade US, en sont la dernière preuve.

Italie : Fanfani, président du Parti Démocrate Chrétien

Au cours de sa réunion tenue hier, les Démocrates Chrétiens ont élu Fanfani président du parti. Violentement hostile au «compromis historique» et à tout contact avec le PCI, il avait été évincé du secrétariat général après les élections régionales de l'an dernier. Au dernier congrès Zaccagnini, son remplaçant, l'avait emporté de justesse en proposant de collaborer avec le PCI tout en le maintenant dans l'opposition. C'est un brusque changement de majorité en faveur d'une attitude de confrontation avec le PCI que représente cette élection. Fanfani est favorable à la démission du gouvernement, ce qui entraînerait rapidement des élections, qui, sous la direction de Fanfani, pourraient prendre l'allure d'un véritable baroud pour barrer la route à la progression du PCI, et lui interdire tout accès au gouvernement.

Portugal

CONTRE LA DROITE MANIFESTATION POPULAIRE

Un manifestant tué à Beja

(suite de la p. 1)



C'est alors que, à l'appui de la police, la tristement fameuse «Garde Nationale Républicaine», qui a déjà assassiné plusieurs personnes ces dernières semaines, intervenait, appuyée par des éléments du régiment d'artillerie et la police de choc. Tandis que le général Pezarrat Correia annonçait que, grâce à toutes ces forces de répression, «le calme était revenu», on relevait parmi les manifestants un mort, tué par balles, ainsi que dix blessés graves.

De plus en plus, dans la campagne électorale en cours, les partis de droite sont en effet l'objet de la colère populaire : c'est à Lisbonne, où la police a tiré des coups de feu pour disperser une manifestation contre une réunion du

«Centre Démocrate Social», connu pour ses liens avec les groupes fascistes, à Caminha, où une réunion du même parti a été empêchée aux cris de «mort au fascisme» par la population qui avait envahi le local où elle devait se tenir.

Fait très important, c'est aussi dans le Nord du pays, habituellement fief de la droite traditionnelle, que la colère populaire commence à gronder contre elle. Le degré atteint par les provocations fascistes, avec l'assassinat du père Maximino, candidat de l'Union Démocratique Populaire aux élections, aura largement contribué à changer l'atmosphère dans cette partie du pays.

Tchécoslovaquie Les deniers de Judas

A la tribune du congrès du parti «communiste» tchécoslovaque, le véritable maître a pris la parole. Kirilenko, représentant de l'Union Soviétique, a salué dans le colloque Husak le titre de «marxiste résolu et grand ami de l'Union Soviétique». Mais le morceau de bravoure de son intervention restera le moment où il a qualifié Husak de «grand patriote» !

En tout cas, Kirilenko s'est déchaîné contre «les divers renégats et émigrés contre-révolutionnaires». Attaque qui laisse rêveur, après la proposition faite par Husak aux opposants d'être amnistiés à condition de faire acte d'allégeance. Quant au parti révisionniste français, il a été bien puni pour ses manquements à «l'internationalisme prolétarien», version moscovite : alors que les diverses colonies est-européennes ont eu droit à la tribune du Congrès, il sera réduit à prendre la parole dans une usine.

Le délégué français, qui a certainement lu dans l'Humanité les compliments adressés à la «construction du socialisme» en Tchécoslovaquie aura ainsi l'occasion de demander aux ouvriers ce qu'ils pensent du passage du discours du premier ministre Strougal, qui a encouragé les directeurs d'entreprise à donner des amendes aux «tire-au-flanc». Tant la résistance passive du peuple tchécoslovaque commence à l'inquiéter.

Les pots de vin en Angleterre

La police anglaise s'appretait hier à arrêter de nombreux hauts fonctionnaires du ministère de la défense. Plusieurs dirigeants d'entreprises d'armement ont déjà été obligés de démissionner. Un lieutenant colonel des transmissions est la première personne à avoir été mise sous mandat de dépôt pour avoir reçu de l'argent de sociétés d'armement. Au terme d'une enquête de deux ans, Scotland Yard se décide donc à rendre le scandale public. Il concerne des pots de vin de plusieurs centaines de millions de francs pour un marché d'armements, de 100 à 150 milliards de francs. Il a été découvert en Oman mais étend ses ramifications dans de nombreux pays du monde. Des scandales en cascade, on peut tirer une loi : pas de marché d'armement sans pots de vin.

Djibouti

1158 déportations, 115 emprisonnements en un mois



C'est un meeting comme il y en a chaque jour dans le territoire de Djibouti, au cours desquels les masses s'organisent pour conquérir une indépendance réelle. A Paris, Dini, actuel secrétaire de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, a dressé un tableau détaillé de la répression. Les prisonniers politiques sont au moins cinq cents entassés dans les prisons, la plupart sous l'accusation de défaut de papiers d'identité, nécessaires pour rester à Djibouti. Dans le seul mois de mars, 1 158 personnes ont été expulsées et 115 emprisonnées.

La LPAI est prête à négocier avec le gouvernement français pour une réelle indépendance, mais elle se refuse à discuter avec le fantôme Aref. Parlant du référendum que prépare le gouvernement français, la LPAI exige que les «lois iniques qui fabriquent des apatrides autochtones» en refusant de délivrer les papiers à une partie de la population soient abolies, et réclame la constitution d'une «conférence institutionnelle chargée de reconnaître les nationaux sur une base acceptée par tous», afin que la consultation puisse se tenir en présence de fonctionnaires français et de représentants de l'ONU, de l'OUA, de la Ligue Arabe. Rappelons que dans son dernier bulletin la LPAI indiquait : «La Ligue Populaire pour l'Indépendance a fait savoir à la Ligue Arabe son opposition à tout référendum».

DANS NOTRE COURRIER

1^{er} MAI TOUS A PARIS
de 17h à 24h

FETE de REBELLES

Cartoucherie de Vincennes
MÉTRO CHÂTEAU DE VINCENNES

Avec : Gilles SERVAT Roger SIFFERT IMAGO

Plus de 10 forums SUR LES PROBLÈMES DE LA JEUNESSE
avec des jeunes venus de toute la France

• Danse, Chorale, Cinéma non stop, Jeux, Concours, Spécialités étrangères, Théâtre, etc...

CINÉMA :
Débat avec Tobias Engel, Yann Le Masson, des rédacteurs de Cinéthique, de Cinélutte...

CINÉMA NON STOP, avec notamment :
«Le peuple et ses fusils» (Joris Ivens)
«Dettes pour salaires»
«L'ennemi principal» (Karmitz)
«Vietnam : cinéma d'un peuple au combat» (2 films)
«La guerre du lait»
«Kashima Paradise» (Le Masson)

INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL DE L'UCJR

Vignettes 8 F à commander à Rebelles
57 rue Ordener 75018 PARIS ou au Quotidien du Peuple
Nombreux départs groupés de province

PARMI VOS LETTRES

A PROPOS DU FESTIVAL DE ROYAN

«Apporter notre contribution»

Lecteurs assidus du «Quotidien» depuis le premier numéro, nous avons apprécié l'évolution très encourageante du journal; aussi décidons-nous de vous apporter notre contribution, ceci à l'occasion du Festival de Royan.

Nous tenons tout d'abord à dénoncer la sélection que peut opérer ce festival

1°) par le prix (10 F par séance et par personne)

2°) par les horaires (de nombreux films dans la journée ou tard le soir), ce qui empêche, sans doute, de nombreuses personnes à pouvoir y assister.

Nous n'avons donc pu y aller que le samedi, ce qui nous a permis de voir :

• Un documentaire intéressant sur l'acupuncture qui montre comment la recherche médicale en Chine est faite dans le seul but de servir le peuple. Suivi du film : «les médecins aux pieds nus» qui nous confirme que la médecine est bien au service du peuple. Ainsi on y montre l'effort fait pour décentraliser les soins et briser les vieilles croyances.

Ensuite, un film qui nous montre les contradictions qui subsistent au sein de la paysannerie.

Enfin, «Rupture», qui traite de la construction d'une université prolétarienne avec les difficultés rencontrées du fait de la lutte entre les anciennes idées bourgeoises des vieux professeurs et la ligne prolétarienne soutenue par les paysans avancés.

Tout cela nous a permis de voir effectivement comment fonctionne une société socialiste, comment la lutte de classes continue dans tous les domaines (médecine, enseignement, agriculture...) et comment le prolétariat fait la distinction entre les gens du peuple (égarés par l'influence de réactionnaires qui n'ont pas abandonné) avec lesquels tout se règle par la discussion, et les réactionnaires eux-mêmes à qui il impose sa dictature.

L'impression qui ressort de ces films que l'on voit pour la première fois, c'est que le peuple chinois qui nous est présenté, n'est pas un peuple «à part», c'est un peuple qui nous parle et que l'on comprend car leurs problèmes sont aussi les nôtres.

Nous avons pu mesurer aussi l'avancée considérable de la société socialiste sur la société capitaliste. (...)

D. & A. H., Niort

SEULEMENT DEUX CLASSES DANS LES TRAINS ?

Je rentre d'un voyage à Nancy et voici ce que j'ai constaté : Le prix du billet coûte, en 2^e classe, 65 F (Nancy-Paris), seulement pour ce prix-là, vous n'avez pas le droit à tous les trains ! Certains, plus rapides, sont «à supplément». Ce n'est d'ailleurs pas indiqué, et je connais quelqu'un qui a eu des ennuis avec un contrôleur pour ne pas avoir payé le supplément. Le supplément coûte 10 F, soit 15 % en

plus. Ce n'est pas tout, arrivé sur le quai, j'ai eu l'agréable (!) surprise de constater que sur 12 ou 15 wagons, seuls les trois derniers étaient de 2^e, bourrés. Imaginez aussi l'arrivée à Paris, des familles avec les enfants et les valises tout au bout du quai, tandis que les hommes d'affaires avec leur attaché-case sont tout près de la sortie...

Avez-vous lu la récente brochure éditée par la SNCF, et

«offerte gratuitement». Entre autres choses intéressantes, j'y ai appris que les enfants de moins de 4 ans ne voyagent gratuitement que s'ils sont sur les genoux, sinon ils paient une demi-place ! Que les enfants de moins de 10 ans paient demi-tarif et n'ont droit qu'à une demi-place. C'est-à-dire que deux enfants ne peuvent occuper qu'un seul siège. C'est clairement précisé. Sinon, ils doivent payer place entière. Même principe pour les couchettes (demi-tarif, deux enfants pour un lit !). Autrement dit, il n'y a pas de tarification spéciale pour les enfants à la SNCF. Ils ne paient demi-tarif que parce que moins «volumineux», ils n'occupent qu'une demi-place.

J'ajoute avant de terminer sur ce point, que ce train avec «supplément spécial» était le seul à un horaire pratique - 11 H du matin à Nancy. Sinon il aurait fallu en prendre un à 9 h à Nancy, et quand vous venez de plus de 50 km, et avec des enfants, à quelle heure faut-il les lever ? Le suivant était plus tard, mettait plus de temps, et je devais être au travail l'après-midi. Quel choix avais-je ?

M.H. - Le Raincy



La drogue : aller jusqu'aux racines

L'autre jour, j'ai lu plusieurs articles dans différents journaux qui parlaient de la drogue et des trafiquants, dernièrement aussi un débat à la TV à propos des trafiquants. Mais tous n'en restaient qu'à la simple constatation. Aussi, avec l'accord de quelques toxicomanes dont je m'occupe, j'ai décidé de vous écrire. Nous avons pensé que beaucoup de gens ne savent pas ou savent mal car la presse ne leur livre qu'une faible partie de la vérité.

correspondance d'Amiens

La drogue, il faut cesser d'en faire le symbole d'un conflit de générations. La drogue, ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est l'extension de la toxicomanie à toutes les classes de la société. Son entrée dans les lycées, écoles, sa consommation de masse, qui touche de plus en plus les jeunes. Mais il ne faudrait pas dissocier ce phénomène des autres conduites de masse de la jeunesse lorsqu'elles ne sont que les reflets de problèmes globaux de toutes les sociétés capitalistes.

Que vont devenir les jeunes toxicomanes quand on sait que un sur cent s'en «sortira» ! Ne faudrait-il pas envisager sérieusement la prévention, une prévention qui aille jusqu'aux racines ? Ce n'est pas seulement l'affaire des médecins, encore moins celle des policiers. C'est l'affaire de nous tous, de notre monde puisque c'est lui que les toxicomanes fuient.

UN COMMERCE LUCRATIF

Le marché est important. Les grands héroïnomanes manipulent en moyenne 30 à 40 paquets d'héroïne par jour à 40 F et plus la dose, cela fait plus de 400 000 F par an ! Et la contagion est suffisante pour assurer les débouchés en expansion permanente. Du plant de pavot à la seringue, 1 kg de morphine base a rapporté plus

d'un milliard d'anciens francs à la chaîne de trafiquants.

OÙ VA L'ARGENT DE LA DROGUE ?

Les énormes bénéfices doivent bien laisser des traces, me direz-vous. Eh bien ! non, ils se cachent derrière les comptes secrets dans les banques suisses, les «gros bonnets», par un simple coup de téléphone de New-York à Genève peuvent transférer instantanément tous leurs fonds moyennant une commission de 5 % ! C'est d'une banque de Zurich qu'est partie récemment un chèque destiné à payer l'énorme caution réclamée pour la mise en liberté provisoire d'un trafiquant arrêté aux USA («Herald Tribune», presse américaine).

COMMENT CONNAISSENT-ILS LA DROGUE ?

Au cours de «parties» de lycéens auxquels les trafiquants ont distribué la poudre presque gratuitement. Cette poudre n'est pas pure, mais fait effet puis ils augmentent la concentration lors d'une autre partie pour les rendre plus assujettis.

POURQUOI TANT D'ÉCHECS A LA RÉADAPTATION ?

Au départ, les chances de guérison sont faibles. Parce que

la cure est entreprise par une décision autre que celle de l'intéressé. On ne peut désintoxiquer vraiment que quelqu'un qui veut bien l'être. La désintoxication n'a quelques chances de réussite que si à la sortie, le malade (car il l'est encore) ne retrouve pas dans la vie quotidienne ce qu'il l'a fait chuter. Or souvent, il retrouve des conditions aggravées ; rejet de la famille plus qu'auparavant, épuisement physique dû aux méthodes thérapeutiques, idées noires qui en résultent, condamnations de toute part, pas de boulot, amendes à payer...

LE TOXICOMANE

Il y a chez lui un besoin latent qui est désir d'intensité, de cohérence d'autre chose et refus du compromis, du monde réel, les drogués refusent l'ordre social établi dans les sociétés capitalistes, ils refusent d'entrer dans le «système».

Les drogués rejettent l'ordre des sociétés capitalistes, mais ils le font passivement, en refusant d'y entrer et sans essayer de le bouleverser. Pour s'approvisionner, ils acceptent de tout faire, prostitution, vol, recel, quelle belle récupération capitaliste ! La société capitaliste récupère ceux qui la fuient : de leur fuite, elle fait de l'argent. La drogue est la pire forme d'assassinat. La victime paie pour mourir.

Aussi la prévention à envisager est claire à nos yeux, la seule cause à abattre c'est la société capitaliste qui a engendré tous les graves problèmes d'aujourd'hui. Aussi il n'y a qu'une seule solution comme nous l'avons crié par milliers au rassemblement du 21 mars : «La Révolution».

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
AU MÊME KIOSQUE**



BLOC-NOTES

SANTÉ

LA RUBÉOLE

Une maladie de l'enfance qui passe souvent inaperçue, car elle est le plus souvent discrète, la rubéole peut avoir des conséquences graves sur le fœtus lorsqu'elle survient chez une femme enceinte au cours du premier trimestre de grossesse.

Ce danger est très limité, puisqu'en France à l'âge de 20 ans, plus de 90 % des femmes ont déjà eu de manière apparente ou non une rubéole, ce qui les immunise pour l'avenir.

À QUOI RECONNAIT-ON LA RUBÉOLE ?

À l'éruption qui se manifeste en même temps qu'une fièvre à 38°, et qu'une sensation de fatigue. Ce sont de petites tâches roses isolées les unes des autres sur les joues, le visage puis le tronc, l'abdomen, les membres et respectant les mains et les pieds. Les joues, les fesses sont très rouges mais à l'inverse de la rougeole (enfant dont le nez et les yeux «pleurent») ici, les yeux et le nez sont secs.

On peut parfois sentir un gonflement des ganglions situés dans le cou et la nuque (et qui ressemblent à des billes minuscules roulant sous le doigt), ils signifient que l'organisme réagit en fabriquant de grosses quantités de globules blancs et d'anticorps qui protégeront par la suite contre le virus.

LA PREVENTION

Une prévention efficace existe par la vaccination anti-rubéolique des femmes qui n'ont pas eu la rubéole, mais à l'heure actuelle la recherche des femmes non immunisées n'est pas faite systématiquement.

Les tests de détection (simple prise de sang qui consiste à doser les anticorps) ainsi que le vaccin sont payants et non remboursés par la Sécurité Sociale, alors que les dangers sont bien connus de la médecine bourgeoise.

Dans les hôpitaux, sous la pression des travailleuses ex-

posées à contracter la rubéole alors qu'elles sont enceintes, les directions qui doivent payer des avortements thérapeutiques pratiquent maintenant le dépistage systématique et encouragent les médecins à vacciner les femmes.

Efficace dans la protection contre la rubéole, le vaccin entraîne des réactions passagères qui ressemblent à la rubéole (éruption, ganglions, douleurs articulaires) entre le 3^e et 20^e jour.

QUELS SONT LES DANGERS DE LA RUBÉOLE

Pour les enfants et les adultes, aucun danger, les

mesures à prendre sont simples : il suffit de garder l'enfant à la maison pendant 4 jours, puis l'éruption disparaît, il est guéri et ne contractera plus la rubéole.

Pour les femmes enceintes non immunisées et qui sont au contact d'un rubéoleux pendant les 4 premiers mois de grossesse, le danger est la rubéole congénitale pour le bébé.

La rubéole peut être responsable de malformations oculaires, cardiaques, de surdité, de troubles nerveux qui pourront handicaper la vie sociale et affective de l'enfant.

QUE DOIT-ON FAIRE POUR ÉVITER L'ANGOISSE DE CES MALFORMATIONS ?

Pour savoir si l'on est protégé contre la rubéole ?

- En l'absence d'épidémie :
On peut faire doser les anticorps anti-rubéole en se présentant dans un centre de vaccinations qui pratique le test de rubéole gratuitement, ou en l'exigeant du médecin du travail (pour les travailleuses «exposées» personnel des hôpitaux, des crèches, des écoles).
- Si le taux des anti-corps est supérieur à 1/20^e, on est immunisé.
- Si le test est négatif, on doit consulter son médecin traitant pour être vacciné car cela nécessite une contracep-



TÉLÉVISION

JEUDI 15 AVRIL

TF1

19h20 - Actualités région.
19h45 - Alors, raconte
20h00 - Journal
20h30 - L'homme d'Amsterdam feuilleton
21h20 - L'événement magazine d'actualité
22h20 - Allons au cinéma
22h50 - Journal

A2

19h20 - Actualités région.
20h00 - Journal
20h30 - Le mariage invisible
21h30 - Regards : René Crevel
22h25 - Jazz à Nice
23h05 - Journal

FR3

19h05 - Programmes régionaux
19h20 - Actualités région.
19h40 - Tribune libre la CGT
19h40 - Flash journal
20h00 - Les jeux de 20h
20h30 - Un château en enfer film américain de Sydney Pollack (1969) V.F.
22h10 - Journal

VENDREDI 16 AVRIL

TF1

19h20 - Actualités région.
19h45 - Alors raconte
20h00 - Au théâtre ce soir On croit rêver
22h10 - La plus belle histoire
23h10 - Journal

A2

19h20 - Actualités région.
20h00 - Journal
20h30 - Comme du bon pain feuilleton
21h30 - Apostrophes
22h25 - Journal
23h05 - Ciné-club Le secret derrière la porte film amé. de Fritz Lang (1947) V.O.

FR3

19h20 - Actualités région.
19h55 - Flash journal
20h00 - Les jeux de 20h
20h30 - Vendredi L'affaire «C.I.A.»
21h30 - America La découverte
22h20 - Journal

tion un mois avant et deux mois après le vaccin (le temps que celui-ci agisse : une grossesse sur un vaccin récent présente les mêmes dangers qu'une grossesse sur une rubéole).

- En cas d'épidémie :
- L'enfant d'une femme enceinte qui a déjà eu la rubéole ne risque rien.
- Si l'on est enceinte, on pratique les tests qui détermineront si l'immunité existait

ou non avant l'épidémie. On peut faire des injections de gamma globulines pour éviter de contracter la rubéole. Si la rubéole est contemporaine de la grossesse, il y a danger pour le fœtus et l'avortement est plus sûr. Cet avortement rentre dans le cadre des avortements thérapeutiques, remboursés par la Sécurité Sociale ce qui est un minimum.

Docteur QdP

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ : Ngan a réussi à s'évader et il rejoint une base du Front de Libération. Aujourd'hui, il arrive à Hon Dat en compagnie de Tam Chan.

4ème EPISODE

UN SITE MERVEILLEUX

Tam Chan arrêta ses pas pour contempler le paysage. Puis, d'une voix admirative :

- Chaque fois que je reviens à Hon Dat, dit-il, je lui trouve un aspect différent. Regardez cette robe de verdure et ces jeunes feuilles de pomme de cannelle. Quelle tendre fraîcheur !

Ngan et Dat, le garde du corps du secrétaire du district, s'étaient également arrêtés. Debout près de Tam Chan, Ngan porta ses regards sur le Hon Dat. Il s'était senti tout heureux dès qu'ils eurent quitté la grande route pour suivre le chemin qui y menait.

Le Hon Dat dépasse en hauteur ses deux frères, le Hon Me et le Hon Soc. Un hameau se blottit à ses pieds. Il était riant de verdure, en ce début du 12ème mois de l'année lunaire où déjà la brise annonciatrice du Têt courait dans la nature ensoleillée. La végétation qui envahissait la colline et les hameaux avoisinants était frémissante de sève. La région entière était couverte d'arbres. Les toits de tuile et de paille s'y pressaient, donnant à ces hameaux florissants l'air de petites bourgades. Certaines maisons escaladaient même les douces pentes de la colline. Vues de loin, elles ressemblaient à des pigeonniers défraîchis par la pluie et le soleil, ou au contraire flambant neufs,

avec leurs murs en bois ocré de sa. Devant Hon Dat, s'étalait la Plage des bambous dont les troncs élancés couleur d'ivoire semblaient se trouver là depuis toujours, paisibles et indifférents à la succession des saisons et à l'offense des intempéries.

Derrière leur rideau la mer étalait sa nappe turquoise. Quand l'écume venait doucement caresser le rivage, Ngan avait l'impression que la grève s'ornait d'un liseré ondoyant de dentelle.

La main posée sur l'épaule de Ngan, Tam Chan reprit sa marche en disant :

- Oui, le site est merveilleux. Il ne s'est pas écoulé un an depuis le soulèvement, et déjà tout a changé. Grâce à la lutte résolue des masses, l'ennemi n'a pu causer beaucoup de dégâts pendant le ratissage au milieu de l'année.

- Est-il vrai qu'ils ont épandu des produits chimiques toxiques dans quelques localités de notre province ?

- Oui. Mais ça ne fait que hâter leur perte. Seulement après nos coups de boutoir, ils commencent maintenant à reprendre leurs esprits et, ça et là, on note une recrudescence de leurs activités.

- Ici, on peut dire qu'ils ont reçu une belle raclée.

- Ils reviendront maintes fois encore. Ils savent que nous avons ici une base, que toutes les marches vers la ville partent de cette région. Au surplus Hon Dat se trouve dans la zone de manœuvre des forces de l'O.T.A.S.E.*

Notes * : composée de pays d'Asie du Sud-Est liés à l'impérialisme américain, cette organisation était comparable à l'OTAN.

De notre côté, nous ne désirons pas leur présence ici. S'ils implantent un poste, il nous faudra l'enlever.

Tam Chan ralentit ses pas, sourit finement avant de poursuivre :

- Pour toi, Hon Dat offre une importance bien plus particulière. Où que tu ailles, tu y reviendras, ayant pris racine ici pour ainsi dire.

Ngan sourit. Son compagnon lui demanda :

- Alors, les noces, c'est pour après le Têt ? Il vaut mieux les célébrer en même temps que le Nouvel An. Cela me permettra de les présider et de faire figure d'ainé, car après le Têt, j'irai suivre un cours. Nos ancêtres ont dit : «Quand on a décidé de se marier, il ne faut pas laisser trainer». Parole hautement dialectique ! N'oublie pas que se consacrer à la révolution et se marier, deux choses d'apparence contradictoire, forment un tout dans certains cas. Bien sûr, il y a des gars que le mariage aveugle, mais tant d'autres aussi qui travaillent avec plus d'ardeur. Tout dépend des conjoints. Pour ce qui est de toi, je n'ai rien à dire. En ce qui concerne Quyên, je puis affirmer que c'est un bon parti. (...).

Comme ils arrivaient à l'orée du hameau, Tam Chan demanda :

- Où logent tes gars, Ngan ?
- Au centre du hameau. Tu passes nous voir ?
- Oui, peut-être y trouverai-je Hai Thép.

(à suivre)

IRAN

50 ANS DE CRIMES DES PAHLEVI 50 ANS DE LUTTE DU PEUPLE

-4-

LE PETROLE

ENJEU DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES SYMBOLE DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE DU PEUPLE

En Iran, tout ce qui se passe autour du pétrole a une profonde répercussion dans la vie politique du pays. Aujourd'hui, les spécialistes en tous genres prennent parfois la température du marché mondial du pétrole en examinant l'évolution du coût, de la production du pétrole iranien. L'histoire du pétrole iranien est celle des rivalités impérialistes dans la région.

Si dans la presse mondiale, le pétrole iranien a fait couler beaucoup d'encre, en Iran il a fait couler beaucoup de sang des veines du peuple.

LE PILLAGE ÉLEVÉ AU RANG D'INSTITUTION

Après le succès de leur coup d'Etat de 53, les Américains vont s'employer à prendre progressivement le contrôle de toute l'économie et particulièrement du pétrole. Ils le feront petit à petit, secteur par secteur, afin d'évincer totalement les Anglais dans les années qui suivent le coup d'Etat. On a pu voir comment par la «réforme agraire» ils ont remplacé la classe féodale pro-britannique dirigeante, par une bourgeoisie compradore à leur service. Il leur restait à les détrôner dans le secteur clef du pétrole, ce qui fut fait. Le gouvernement Zahedi (auteur du coup d'Etat) nomme une commission pour déterminer la nouvelle concession pétrolière. Les Américains la remplacent immédiatement par une autre dont ils s'assurent la fidélité. Après quelques mois de travail, celle-ci soumettra au «Parlement» le texte de la nouvelle concession, en octobre 54.

INDEMNISATIONS VERSÉES A LA GRANDE-BRETAGNE

Après le coup d'Etat, l'Iran a dû déboursier des frais «d'indemnisation» à la Grande-Bretagne en dédommagement des deux ans de nationalisation. Ces «dédommagements» versés pour réparer les deux ans d'impossibilité d'exploitation du pétrole ont été évalués à un milliard de livres sterling, alors que le prix de toute l'installation pétrolière était évalué lui à 25 millions de livres sterling. Mais ce n'est pas tout : sous prétexte de dettes datant d'avant la nationalisation, l'Iran dut encore déboursier 51 millions de livres sterling, puis 82,42 millions de livres sterling pour absence de profits pendant deux ans !

Au total un milliard 158,42 millions de livres. Le tout payable en dix ans !

LA «DÉNATIONALISATION»

La nouvelle concession proposée est l'annulation pure et simple de toutes les mesures prises dans le cadre de la nationalisation effectuée par Mossadegh.

Les membres de la commission eux-mêmes l'avouèrent. C'est Amini, par exemple, qui déclare que l'accord n'est pas ce que le peuple iranien voulait. Un autre agent du gouvernement ira même jusqu'à déclarer : «Il y a des articles dans la concession qui ne sont pas à l'honneur de leurs auteurs». Seul le Chah ne se mettra pas dans le ton en déclarant «C'est un accord sans précédent et révolutionnaire».

Cet accord «révolutionnaire» répartissait l'exploitation et l'exportation du

pétrole iranien entre les Anglais (54%), les Américains (40%) et les Français (6%) (voir tableau). Quelques temps plus tard, les compagnies américaines céderont 5 % de leurs actions à neuf autres compagnies américaines.

Celles-ci se voyaient ainsi récompensées de leur participation au boycott du pétrole iranien pendant la période de Mossadegh. Dix sept compagnies se partagent donc la concession, plus la Compagnie Nationale Iranienne du Pétrole. Mais celle-ci est chargée de s'occuper de l'aménagement autour des raffineries et champs pétrolifères : hôpitaux et services divers, et n'a droit à rien au niveau de l'exploitation. Le Chah prétendra que cet accord est basé sur le principe de nationalisation du pétrole. Ce fameux accord sera très bien caractérisé par Howard Pitch, assistant de la Standard Oil of New Jersey, qui signa le contrat. Il le décrit à peu près comme suit : «Cet accord, au lieu de nous donner les droits de propriété de ces biens pour une durée assez longue, nous en donne l'utilisation complète et monopoliste pour le même temps. C'est un peu comme si quelqu'un, au lieu de vous vendre une voiture, vous en donnait le droit d'utilisation jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus servir». Il précisait encore que l'Iran, non seulement n'avait pas le droit d'utiliser la voiture, mais qu'il avait dû, de plus, pour avoir le titre de propriété, acheter la voiture et qu'elle devait en assurer les frais d'entretien. En effet, l'Iran prend à sa charge 50% des frais d'exploitation, d'exploration, d'engineering... En conclusion, les charges mais peu de bénéfices !

Liste des compagnies membres du Consortium, avec leur taux de «participation».

British Petroleum (ex Anglo-Iranian Oil Company) (GB)	40 %
Royal-Dutch Shell (GB)	14 %
Standard Oil of New Jersey (US)	8 %
Standard Oil of California (US)	8 %
Vacuum Secuny (future Mobil Oil) (US)	8 %
Gulf Oil (US)	8 %
Texaco (US)	8 %
Compagnie Française des Pétroles	6 %

(10% de la Compagnie Française des Pétroles sont dans les mains de la Standard Oil of New Jersey)

LE VOL INSTITUTIONALISÉ

C'est bien ainsi qu'on peut définir cet accord, qu'on peut appeler le fonctionnement du Consortium. Officiellement basé sur des rapports «d'égalité» (partage égal des bénéfices et des frais entre l'Iran et le Consortium), on constate en fait l'existence d'un système de pillage parfaitement organisé et efficace.

La somme que se partagent l'Iran et

le Consortium est égale au prix du pétrole extrait et vendu, déduction faite des divers frais d'engineering, équipement, marketing... La somme obtenue est alors divisée en deux, moitié pour l'Iran, moitié pour le Consortium. Le seul problème, c'est que ce prix est calculé sur le prix affiché du baril à partir du puits et qu'en fait les compagnies du Consortium touchent beaucoup plus que les

50% initiaux : les compagnies de production du cartel jouent pour cela sur les sociétés de vente qu'elles possèdent. Les compagnies de production vendent à un prix déterminé le pétrole à leurs sociétés de vente, c'est cette somme qui est partagée entre les compagnies et l'Iran. Mais pour le Consortium, les opérations ne sont pas finies, les sociétés de vente vendent à leur tour le pétrole à un tarif beaucoup plus élevé, et là l'Iran ne voit pas la couleur de la moindre pièce de monnaie gagnée dans cette opération. Par contre, pour les compagnies du cartel, l'opération est tout bénéfique. Leurs frais sont à moitié pris en charge par l'Iran à qui elles ne versent donc qu'une infime partie de l'argent qu'elles touchent.

Il existe encore d'autres sujets d'étonnement : par exemple, l'Iran accordait une réduction sur le prix affiché aux compagnies pétrolières. Cette réduction était calculée en fonction de la densité du pétrole extrait (tous les prétextes sont bons !). En 65, elle s'élevait à 8,5%, en 66 à 7,5% plus 13% de «Cent» (monnaie américaine). Puis elle fut évaluée à 6,5% chaque année. En 66, une réunion de l'OPEP posa le problème de l'annulation de cette série de réductions. (Conférence du 5 août 65 à Beyrouth). Il fut décidé qu'elle serait progressive pour arriver à son terme en 1975. Mais à la suite de nouvelles discussions, ces réductions furent annulées en 1971, et cela sous la pression de pays comme la Libye et l'Algérie.



La Maison de la T.V. à Téhéran (Thomson-CSF)

L'IRAN ET L'O.P.E.P.

Quand l'OPEP sera formée, qu'elle fera preuve d'une volonté de permettre aux pays producteurs de toucher plus sur leur pétrole, tout l'effort des impérialistes va porter sur le rôle particulier de l'Iran, et de l'Arabie Saoudite dans cet organisme. C'est que, face aux «extrémistes» (Algérie, Libye) le Chah d'Iran va jouer le rôle du «modéré» dans la lutte engagée par l'OPEP. Il faut comprendre ce rôle en fonction des contradictions pouvant surgir au sein de l'OPEP entre les pays dont les bourgeoisies nationales ont intérêt à une hausse du prix du pétrole ou à certaines mesures leur donnant une plus grande maîtrise de leur pétrole, et les pays dont le régime n'est pas tenu en mains par les mêmes classes, mais plutôt par les vieux collaborateurs de l'impérialisme. Mais il faut le voir aussi en fonction de l'évolution des contradictions inter-impérialistes comme par exemple entre l'Europe et les USA... Les États-Unis pouvant, à certains moments, créer des difficultés à leurs rivaux européens : c'est le cas de la hausse du prix du pétrole en 74 qui, tout en représentant un pas en avant général pour les pays producteurs, a pu être utilisée par ailleurs dans l'offensive des États-Unis contre les tendances, certes limitées, des impérialismes européens à s'opposer à eux.

Quelques exemples de l'attitude de l'Iran dans l'OPEP :

En 1970, la Libye, l'Algérie, demandent une augmentation du prix du pétrole. Le Chah s'oppose à cette augmentation en disant : «Si nous faisons augmenter le prix du pétrole, le coût de production augmentera dans les pays industriels, et dans ce cas nous serons obligés de payer plus cher les biens que nous y achetons». Mais cela ne l'empêche pas, cinq mois plus

tard, d'augmenter le prix du baril de 9 cent à la suite d'un accord passé entre le Consortium et l'Iran. Cette augmentation fut proposée par les compagnies à l'Iran, au Koweït et à l'Arabie Saoudite.

En janvier 71, un accord passé entre les compagnies et l'OPEP stipule que toute augmentation est interdite pendant cinq ans. Le Chah soutient cet accord.

En 1973, il déclare «Si, jusqu'à aujourd'hui, l'OPEP était pour la défense des droits des pays producteurs de pétrole, dorénavant, nous devons être une source de réflexion et de modération parce que certains d'entre nous réclament, pour un intérêt immédiat, de telles augmentations que l'économie mondiale s'en ressentira».

(En 73 aussi, quand les pays arabes décidèrent l'embargo sur le pétrole à destination d'Israël, l'Iran suppléa à cette perte en fournissant tout le pétrole nécessaire à l'État sioniste).

Le pétrole iranien représente aujourd'hui plus de 90% des revenus en devises de l'Iran. Si l'on excepte l'exportation du pétrole, le rapport exportation-importation en Iran est de 1 à 17. L'Iran est endetté pour plus de deux milliards de dollars. La dernière augmentation du prix du pétrole ne passera même pas en Iran ; l'argent est déjà placé dans les importations. Les devises pétrolières servent en effet à l'importation industrielle : usines de montage, usines ne pouvant fonctionner qu'avec du matériel importé (c'est le cas de 90% des usines) ; elles servent aussi à l'armement, l'armée du Chah est l'une des plus perfectionnées du monde. Les devises pétrolières servent enfin au bon fonctionnement de l'État et de tout son appareil : SAVAK, gendarmerie, fonctionnaires divers.